

Julien CAZALA

cazalajulien@yahoo.fr

<https://sorbonneparisnord.academia.edu/juliencazala>

Université Sorbonne Paris Nord - DSPS

99 avenue Jean-Baptiste Clément

93430 Villetaneuse

ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES

- 2017-... • Professeur des Universités, Université Sorbonne Paris Nord
Directeur de l'Institut de Droit public, sciences Politiques et Sociales (IDPS)
Directeur du M2 Études stratégiques - Directeur de la licence 3 en droit
Membre de la Commission de la Recherche et du Conseil académique de l'Université
Président du Comité d'experts de droit public
Responsable de la 3^{ème} année de licence de droit
- 2004-2011 • Maître de conférences des Universités (droit international)
(et 2016-2017) Université d'Orléans
- 2011-2016 : • Détaché en qualité d'expert technique international du Ministère des affaires étrangères et européennes, Université Galatasaray (Istanbul, Turquie).
- 2004-2009 : • Juge nommé par le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Commission des recours des réfugiés puis Cour nationale du droit d'asile. Consultant.
- 2008-2009 : • *Legal assistant* dans le cadre d'une procédure d'outrage à la Cour (*Contempt to Court*). Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, La Haye (Pays-Bas). Consultant.
- 1999-2004 : • Allocataire de recherche puis attaché temporaire d'enseignement et de recherche. Université Panthéon-Assas, Paris II.
- 1997-1998 : • Officier juriste (SN). École de spécialisation du Matériel de l'armée de terre. Responsable de la cellule d'information juridique et d'action sociale (CIJAS).

FORMATION ET TITRES

- 2016 • Qualifié aux fonctions de Professeur des Universités (art. 46.1^o).
Conseil National des Universités (section 02). Recruté en juin 2017.
- 2015 • Habilitation à diriger des recherches en droit : *L'État et la justice internationale*.
Sous la dir. du Pr. SOREL, École de droit de la Sorbonne (Paris I), soutenu devant un jury composé des Pr. RUIZ-FABRI, CAHIN, KERBRAT, HAUPAIS.
- 2004 • Qualifié aux fonctions de maître de conférences.
Conseil National des Universités (section 02). Recruté en mai 2004.
- 2003 • Docteur en droit : *Le principe de précaution en droit international*.
Sous la dir. du Pr. LEBEN, Université Paris II, Panthéon-Assas, soutenue devant un jury composé des Pr. RUIZ-FABRI, VERHOEVEN, CHEVALLIER, COSNARD. Mention très honorable, félicitations du jury (unanimité).
- 2001 • Diplôme de l'Académie internationale de droit constitutionnel, Tunis (Tunisie).
Bourse de l'Académie.
• Centre d'étude et de recherche en droit international et relations internationales.
Académie de droit international, La Haye (Pays-Bas). Bourse de l'Académie.
- 1999 • DEA en droit international, mention bien (major de promotion).
Université Paris II, Panthéon-Assas.
• Auditeur Académie de droit international, La Haye (Pays-Bas).
Bourse Lavoisier, Ministère français des affaires étrangères.
- 1998 • Maîtrise en science politique, mention assez bien (major de promotion).
Université Jean Moulin, Lyon III.
- 1997 • Maîtrise en droit public, mention assez bien.
Université Jean Moulin, Lyon III.
- 1996 • Licence en droit
Université Jean Moulin, Lyon III

RESPONSABILITÉS ADMINISTRATIVES

I) Responsabilités nationales :

- Membre du Conseil national des Universités (section 02 - droit public). Participation aux sessions de qualification aux fonctions de maître de conférences et d'avancement de grade (2010-2011).
- Évaluateur Erasmus +, Agence nationale Erasmus+ France (depuis 2021).
- Membre du réseau d'experts inter-université pour les campagnes repyramidage / RIPEC C3 / dispense de qualification : Paris 1, Paris 8, Paris Nanterre, Sorbonne Nouvelle, Paris XIII-USPN.

II) Responsabilités auprès de l'Université Sorbonne Paris Nord (depuis 2017) :

- Membre de la Commission de la Recherche de l'Université (depuis 2020).
- Membre du Conseil académique de l'Université (depuis 2020).
- Directeur de l'Institut de Droit public, sciences Politiques et Sociales (IDPS) (depuis mai 2019) : laboratoire regroupant 35 enseignants-chercheurs titulaires et les doctorants de droit public, science politique et histoire du droit.
- Membre du Comité de pilotage de la Structure fédérative « Les communs » (depuis 2021).
- Membre de la Commission des postes de l'Université (depuis 2020).
- Membre du groupe de travail « Recherche » de la Commission des postes de l'Université (depuis 2021).
- Membre du Conseil de l'École doctorale Érasme (depuis 2019).
- Directeur du M2 Études stratégiques (depuis 2019).
- Membre (élu en 2018, réélu en 2021) et président (élu en 2019, réélu en 2021) du Comité d'experts de droit public (section 02).
- Membre du conseil de perfectionnement du Master action publique stratégie France international (APSFI) et de la licence en droit (depuis 2022).
- Responsable de la Licence droit, 3^{ème} année (depuis 2017).
- Président de la Commission *ad hoc* de recrutement des attachés temporaires d'enseignement et de recherche (ATER) en droit public (depuis 2017).
- Membre de la Commission *ad hoc* de recrutement des attachés temporaires d'enseignement et de recherche (ATER) en histoire du droit (depuis 2022).
- Encadrant des tuteurs recrutés dans le cadre de la crise du COVID 19 (2020-2021).
- Codirecteur (avec la Pr. A. Cammilleri) du Centre d'Études et de Recherches Administratives et Politiques (CERAP) (décembre 2018-mai 2019) : Laboratoire regroupant les enseignants-chercheurs et doctorants de droit public (18 enseignants-chercheurs + doctorants et associés). Le laboratoire a fusionné en mai 2019 avec le Centre d'études et de recherches sur l'administration locale (CERAL) pour former l'IDPS.
- Membre du bureau exécutif de la section de droit public (2017-2019).
- Enseignant référent de la Clinique juridique de l'Association des juristes de l'Université Sorbonne Paris Nord (depuis 2020).
- Vice-président du Comité de sélection pour le recrutement d'un professeur de science politique (section 04), 2021-2022 ; 2022-2023.

III) Responsabilités auprès de l'Université Galatasaray (Istanbul, Turquie) (2011-2016) :

- Responsable des relations avec le consortium d'appui à l'Université Galatasaray à Istanbul (une trentaine d'établissements français d'enseignement supérieur).
- Montage et/ou gestion de quatre licences délocalisées (Mathématiques appliqués aux sciences sociales, Lille I; Économie, Paris I; Information-communication, Bordeaux-Montaigne ; Philosophie, Paris I).
- Montage et/ou gestion de quatre double-masters (Sciences politiques, IEP Grenoble ; Génie industriel, INP Grenoble ; Génie informatique, Grenoble I; Études francophones, Paris-Est-Créteil).
- Membre des commissions de présélection ou d'attribution de diverses bourses pour poursuite d'études à l'étranger (Bourses Eiffel, bourses de la Fondation Renault, bourses de l'Ambassade de France).
- Représentation fréquente de l'Université Galatasaray lors des réunions hebdomadaires de coordination des services au Consulat général de France à Istanbul.
- Responsable de la période de transition en l'attente de l'arrivée en poste du Recteur-adjoint de l'Université Galatasaray (juillet-octobre 2012).

IV) Responsabilités auprès de l'Université d'Orléans (2004-2011) :

- Responsable du Master II (recherche) en droit international et européen, diplôme délocalisé à l'Université Titu Maiorescu de Bucarest, Roumanie (2009-2011).
- Directeur de la Licence droit - parcours droit européen (2009-2011).
- Membre de la commission de sélection des étudiants pour l'attribution de bourses de mobilité Erasmus (2009-2011).
- Correspondant au sein de l'Université d'Orléans du consortium d'appui au Collège juridique franco-roumain d'études européennes (Université Paris I – Université de Bucarest) (2009-2011).
- Responsable de la « Passerelle Handicap » pour la Faculté de droit-économie-gestion (réflexion, coordination et prise en compte des besoins des étudiants en situation de handicap) (2009-2011).
- Enseignant référent pour les étudiants de Licence 1 en droit dans le cadre du programme « Réussir en Licence » (2008-2011).
- Membre titulaire du Comité d'experts disciplinaires et des Comités de sélection de droit public (Section n° 02) (2009-2011).
- Membre "extérieur" de la Commission de spécialistes de droit privé (section n° 01) (2006-2008).
- Membre titulaire de la Commission de spécialistes de droit public (section n° 02) (2005-2008).

V) Responsabilités auprès d'autres établissements :

- Royal University of Law and Economics, Phnom Penh (Cambodge) : Membre du conseil scientifique du *Master in Public Law, International and European Law* (depuis 2018).
- Membre extérieur de Comités de sélection pour le recrutement de maîtres de conférences, Sciences Po Grenoble (2022), Université d'Orléans (2021); Université d'Évry-Val d'Essonne (2017), Université Paris 13 (2011), Université de la Nouvelle-Calédonie (2010), Université Paris I - Panthéon-Sorbonne (2009 et 2011).

ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT, ENCADREMENT ET ÉVALUATION

I) Enseignements :

*** Droit international économique**

En France : Université Sorbonne Paris Nord (depuis 2017) ; Université Paris Dauphine (2019-2020) ; Université d'Angers (2015-2017) ; Université de Rouen (2009-2010) ; Université d'Évry - Val d'Essonne (2007-2008) ; Université d'Orléans (2004-2008) ; Université Panthéon Assas - Paris II (2000-2004).

A l'étranger : Royal University of Law and Economics, Phnom Penh (Cambodge) (2020-2022, en anglais) ; Institut d'études francophones (IdEF), Athènes (Grèce) (2018-2020 et 2021-2022) ; Université Galatasaray, Istanbul (Turquie) (2011-2016) ; Université Titu Maiorescu, Bucarest (Roumanie) (2008-2011) ; Collège juridique franco roumain, Bucarest (Roumanie) (2004-2010) ; Agence Universitaire de la Francophonie, Programme jeunes chercheurs d'Europe du sud-est, Bucarest (Roumanie) (2004-2005).

*** Droit international public**

En France : Université Sorbonne Paris Nord (depuis 2017) ; Université d'Orléans (2004-2011 et 2016-2020) ; Sciences Po Paris (2005-2011) ; Université Panthéon Assas - Paris II (2002-2011) ; Institut des Hautes Études Internationales - Paris (2000-2002) ; Institut catholique de Paris (2008-2011).

A l'étranger : Institut d'études francophones (IdEF), Athènes (Grèce) (2018-2019) ; Université Galatasaray, Istanbul (Turquie) (2017-2019).

*** Aspects juridiques internationaux du développement**

En France : Université de Nice – Institut du droit de la paix et du développement (2016-2017).

*** Gestion durable des ressources naturelles**

En France : Université Jean Moulin Lyon III, IFRAMOND (2006-2011).

*** Droit des réfugiés**

En France : Sciences po Paris (2009-2010).

A l'étranger : Université Galatasaray, Istanbul (Turquie) (2014-2016).

*** Droit des organisations internationales**

En France : Université Panthéon Assas - Paris II (2009-2010).

*** Relations internationales**

En France : Université d'Orléans (2004-2011 et 2016-2017).

A l'étranger : Collège juridique franco roumain de Bucarest (Roumanie) (2004-2005 et 2007-2009).

*** Droit de l'Union européenne (institutionnel et matériel)**

En France : Université d'Orléans (2016-2017).

A l'étranger : Université de Yeditepe, Istanbul (Turquie), (2016-2017) ; Université Galatasaray, Istanbul (Turquie) (2011-2016) ; Collège juridique franco roumain, Bucarest (Roumanie) (2009-2010).

*** History of International Law and Globalization**

A l'étranger : Royal University of Law and Economics, Phnom Penh (Cambodge) (2016-2020).

*** Relationships Between Legal Systems**

A l'étranger : Royal University of Law and Economics, Phnom Penh (Cambodge) (2016-2020).

*** Géopolitique et histoire des relations internationales**

En France : correcteur préparation au concours d'entrée à l'École militaire interarmes (EMIA) - CNED (2020-2022).

*** Protection internationale des droits de l'homme / Droit des libertés fondamentales**

A l'étranger : Institut d'études francophones (IdEF), Athènes (Grèce) (2019-2020) ; Université Galatasaray, Istanbul (Turquie) (2011-2016).

*** Grands problèmes politiques nationaux**

En France : Université d'Orléans (2006-2007 et 2010-2011).

*** Droit public comparé**

En France : Université d'Orléans (2007-2008 et 2009-2011).

A l'étranger : Université Galatasaray, Istanbul (Turquie) (2011-2019).

*** Droit administratif**

En France : Université Panthéon Assas - Paris II (2002-2004).

A l'étranger : Institut d'études francophones (IdEF), Athènes (Grèce) (2018-2019 et 2021-2022) ; Collège juridique franco roumain, Bucarest (Roumanie) (2006-2009).

*** Droit constitutionnel**

En France : Institut catholique de Paris (2009-2011) ; Université d'Orléans (2005-2011) ; Université Panthéon Assas - Paris II (2001-2002).

A l'étranger : Institut d'études francophones (IdEF), Athènes (Grèce) (2018-2019 et 2021-2022) ; Université Galatasaray, Istanbul (Turquie), (2016-2019).

II) Encadrement de la recherche :

*** Niveau doctoral**

Direction de recherche :

5• Directeur de la thèse de M. Christophe NDI, *Le règlement des différends extracontractuels entre l'ONU et les personnes privées*, Université Sorbonne Paris Nord (depuis octobre 2021).

4• Directeur de la thèse de M. Hicham EL MAANNI, *La réforme de la garde à vue au regard des exigences constitutionnelles et européennes en matière de protection des droits fondamentaux*, Université Paris 13, Sorbonne Paris Cité, soutenue le 16 octobre 2020 (jury Pr. H. MATSOPOULOU, Pr. X. DUPRE DE BOULOIS, Pr. X. BIOY, Ch. REIPLINGER).

3• Co-directeur (avec le Pr. G. ABRAHAM) de la thèse de M. Jenny Horold NAHOUNOU, *La protection des attentes légitimes de l'investisseur*, Université Felix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire), (depuis novembre 2019).

2• Co-directeur (avec la Pr. B. TAXIL) de la thèse de Mme Christelle KABORE, *Étude sur le processus d'établissement de la zone de libre-échange tripartite africaine*, Université d'Angers, (depuis 2016). Bourse de thèse de l'Ambassade du Burkina-Faso en France.

Suivi de travaux de doctorat :

2• Référent de Mme Isa Velasco (Université de Lisbonne) dans le cadre de son séjour Erasmus de recherche à l'Institut de droit public, sciences politiques et sociales (janvier -juillet 2022).

1• Encadrement de trois travaux de recherche (préalables à la rédaction de la thèse), *Programme de doctorat en droit privé* (travaux en droit international économique), Université Galatasaray, Istanbul, (Turquie), (2012-2015).

Membre de jurys de thèse :

11• Université Panthéon-Assas (Paris II) : Rapporteur et membre du jury de la thèse en droit public de M. Donald DAYORO, *Les codes des investissements dans l'arbitrage transnational - Étude des réclamations légales à partir des codes africains* (dir. Pr. Yves NOUVEL ; Pr. Makane MBENGUE, Mme Claire CREPET-DAIGREMONT, Me Alexandra MUNOZ, Pr. Julien CAZALA).

10• Université Sorbonne Paris Nord : Président et membre du jury de la thèse en droit public de M. Aboubacar DIAKITE, *La mise en œuvre du code mondial antidopage par les États*, 25 janvier 2022 (dir. Pr. Franck LATTY, Jury : Pr. Alina MIRON, Pr. David PAVOT, Mme Cécile CHAUSSARD, Mme Valérie FOURNEYRON, Pr. Julien CAZALA).

9• Université Paris Est Créteil : Rapporteur et membre du jury de la thèse en droit public de M. Emmanuel NYECK, *La garantie des investissements internationaux*, 29 juin 2020 (dir. Pr. Arnaud de NANTEUIL ; Jury : Pr. Sarah CASSELA, M. Nicolas LIGNEUL, Pr. Magloire ONDOA, Pr. Julien CAZALA).

8• Université Panthéon-Assas, Paris II : Rapporteur et membre du jury de la thèse en droit public de Mme Anzelha TOROSYAN, *La sécurité énergétique et le droit international*, 18 décembre 2019 (dir. Pr. Yves NOUVEL ; Jury : Pr. Sarah CASSELA, Mme Pascale MARTIN BIDOU, Me Laurent GOUIFFES, Pr. Julien CAZALA).

7• Université de Montpellier : Rapporteur et membre du jury de la thèse en droit public de M. Cyprien MUNAZI MUHIMANYI, *La répression des crimes relevant du Statut de la CPI par les juridictions nationales et le principe de complémentarité : l'exemple de la RDC*, 18 décembre 2018 (dir. Pr. Gérard GONZALEZ ; Jury : Pr. Xavier PHILIPPE, Pr. Marie-Christine SORDINO, Pr. Julien CAZALA).

6• Université Paris XIII, Sorbonne Paris Cité – Université de Potsdam : Président du jury de soutenance de la thèse en droit public de Mme Marie DUSCLAUX DE L'ESTOILLE, *Les stratégies juridiques en vue de l'abolition universelle de la peine de mort*, 30 novembre 2018 (dir. Pr. Franck LATTY et Pr. Andrea ZIMMERMANN ; Jury : Pr. Hélène TIGROUDJA, Pr. William SCHABAS, Pr. Rainer HOFFMAN, Pr. Julien CAZALA).

5• Université Paris XIII, Sorbonne Paris Cité : Président du jury de soutenance de la thèse en droit public de M. Vinc Denalet OKILA, *La reconstruction économique, au titre du chapitre VII de la Charte des Nations Unies des États ou territoires ravagés par des conflits armés : Portée et limite*, 22 décembre 2017 (dir. Pr. Yves NOUVEL ; Jury : Mme Catherine FABREGOULE, Pr. Gérard CAHIN, Pr. Thierry GARCIA, Pr. Julien CAZALA).

4• Université Panthéon-Assas, Paris II : Rapporteur et membre du jury de soutenance de la thèse en droit public de Mme QIN QUAN, *La sécurité alimentaire en droit international du commerce*, 29 novembre 2017 (dir. Pr. Charles LEBEN ; Jury : Pr. Gérard CAHIN, Pr. Arnaud DE NANTEUIL, Pr. Julien CAZALA).

3• Université Paris 13, Sorbonne Paris Cité : Rapporteur et membre du jury de la thèse en droit privé de M. Jacques BONOU, *Le droit des pesticides au Bénin : Conditions de mise sur le marché et responsabilité des distributeurs*, 31 mai 2017 (dir. Pr. Anne PENNEAU ; Jury : Pr. Muriel FABRE-MAGNAN, Pr. Nathalie FERRE, Pr. Julien CAZALA).

2• Université Panthéon-Assas, Paris II : Rapporteur et membre du jury de la thèse en droit public de M. Nicolas DOS SANTOS CAGARELHO, *Le droit français et européen à l'épreuve de l'innovation scientifique en matière agricole*, 6 décembre 2016 (dir. Mme Pascale MARTIN-BIDOU ; Jury : Pr. Benoit DELAUNAY, Pr. Florian POULET, Pr. Julien CAZALA).

1• Sciences Po Aix-en-Provence : Rapporteur et membre du jury de la thèse en sciences politiques de Mme Zeynep ARIKANLI, *La politique mandataire britannique en Irak : A la recherche d'un principe d'accord*, 25 janvier 2016 (dir. M. Gérard GROC ; Jury : Mme Ghislaine ALLEAUME ; Pr. Pierre-Jean LUIZARD ; Pr. Jean MARCOU, M. Julien CAZALA).

Président de comités de suivi de thèse :

- Mme Raymonde RAYMOND, *La place accordée aux migrants haïtiens dans le droit électoral haïtien confrontée au droit électoral des États membres de l'Union européenne*, sous la direction de la Pr. Anne CAMMILLERI, Université Sorbonne Paris Nord (depuis 2020).
- M. GOGOUA, *Le droit et la sécurité nationale en Côte d'Ivoire*, sous la direction de la Pr. Anne CAMMILLERI, Université Sorbonne Paris Nord (depuis 2019).
- M. Aboubakar DIAKITE, *Le pouvoir normatif international des entités de droit privé*, sous la direction du Pr. Franck LATTY (U. Paris Nanterre), Université Sorbonne Paris Nord (depuis 2018, thèse soutenue en janvier 2022).
- M. Groui Nahize MOUSSODJI, *La coutume en droit international des investissements*, sous la direction du Pr. Franck LATTY (U. Paris Nanterre), Université Sorbonne Paris Nord (depuis 2018 soutenance programmée en septembre 2022).

*** Niveau Master II**

- Université Sorbonne Paris Nord : Direction de cinq mémoires par an préparés dans le cadre du *Master II Études stratégiques* (depuis 2019).
- Université Sorbonne Paris Nord : Direction d'un mémoire préparé dans le cadre du *Master II recherche de droit des affaires* (2017-2018).
 - Université Sorbonne Paris Nord, Direction d'un à deux mémoires par an préparés dans le cadre du *Master II recherche de droit économique international et européen* (depuis 2017).
- Royal University of Law and Economics, Phnom Penh (Cambodge) : Direction de deux à trois mémoires par an préparés (en anglais) dans le cadre du *Master in Public Law, International and European Law*, (depuis 2016).
- Université d'Angers : Codirection (avec la Pr. Bérangère TAXIL) de trois mémoires préparés dans le cadre du *Master recherche droit international et européen* (2015-2016).
- Université Galatasaray, Istanbul, (Turquie) : Direction de deux mémoires préparés dans le cadre du *Master recherche de droit public* (2013-2016), Membre de jury de mémoires préparés dans le cadre du *Master recherche de relations internationales* (2018 et 2022).
- Université de Rouen : Direction d'un mémoire préparé dans le cadre du *Master recherche droit public interne et international approfondi* (2009-2010).
- Institut catholique de Paris : Direction de quatre mémoires préparés dans le cadre du *Master Métiers du politique et de la gouvernance*, (2009-2011).
- Université d'Orléans : Direction de sept mémoires préparés dans le cadre des *Masters recherche en droit international et européen* et en *droit économique* (2004-2009).
- Université Panthéon Assas - Paris II : Direction d'une quinzaine de rapports de recherche préparés dans le cadre du *Master professionnel administration internationale* (2004-2007).
- Université Jean Moulin, Lyon III : Direction de trois mémoires préparés dans le cadre du *Diplôme d'université Francophonie, nouvelle économie et développement durable* (2006-2011).

*** Niveau Master I**

- Université Galatasaray, Istanbul, (Turquie) : Encadrement de deux mémoires de fin d'études, Département de relations internationales, (2014-2015).

- Institut catholique de Paris : Direction de deux mémoires préparés dans le cadre du *Master Gouvernance - Éthique - Société* (2008-2009).
- Institut de droit comparé de Paris : Direction d'un rapport de recherche (2002-2003).
- Institut des Hautes Études Internationales (IHEI), Paris : Direction d'une dizaine de rapports de recherche préparés dans le cadre du *Certificat d'études juridiques internationales* (2000-2002).

III) Évaluation de la recherche :

1) Organismes et programmes internationaux :

- ANR-TÜBITAK : Expertise de projets conjoints Agence nationale de la recherche (ANR, France) – *Türkiye Bilimsel ve Teknolojik Araştırma Kurumu* (TÜBITAK, Turquie), 2017-2019.
- AUF Moyen Orient : Expert extérieur auprès du Bureau Moyen-Orient de l'Agence Universitaire de la Francophonie (depuis 2014). Évaluation de projets de coopération scientifique interuniversitaire (PCSI).

2) Organismes nationaux ou régionaux :

En France :

- Consulté en qualité d'expert dans le cadre de la *Commission d'évaluation de l'Accord de libre-échange Union européenne - Mercosur* mise en place par le Premier Ministre (France), octobre 2019.
- Conseil régional d'Ile-de-France : Participation au processus d'évaluation et de sélection des projets de recherche (chaires et équipements scientifiques). Renseignement de grilles d'évaluation et participation éventuelle aux auditions des porteurs de projets.
- ANR : Expert pour l'Agence nationale de la recherche (ANR, France). Évaluation de projets présentés dans le cadre de l'appel à projets "Métamorphoses des sociétés : Globalisation et gouvernance" (2012).
- CNU : Membre du Conseil national des Universités (CNU, section 02 - droit public, France). Participation aux sessions de qualification aux fonctions de maître de conférences et de promotion à la hors classe des maîtres de conférences 2010-2011 (nommé par le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche).
- ANRT : Expert pour l'Association nationale de la recherche et de la technologie (ANRT). Expertise scientifique de dossiers CIFRE (Conventions industrielles de formation par la recherche) (depuis 2018).
- Agence Erasmus+ : Évaluateur national (depuis 2021) :
Évaluation de projets « AC 171 » : Mobilités de l'enseignement supérieur soutenues par les fonds de politique extérieure (entre 30.000 euros et 5.400.000 euros).
Évaluation de rapports finaux de projets « AC 103 » et « AC 107 » : Mobilités de l'enseignement supérieur et mobilités internationales de crédits.
Évaluation de rapports finaux de partenariats stratégiques tous secteurs.

A l'étranger :

- Danemark : Expert pour le programme de bourses de recherches AIAS-COFUND du *Aarhus Institute of Advanced Studies* (Université d'Aarhus) et de la Commission européenne (programme Marie Skłodowska-Curie) : évaluation de projets de recherche en droit et science politique (2019-2021).
- Canada : Expert pour le Fonds de recherche société et culture du Québec (FRSC, Québec) : évaluation de projets de recherche du programme *Soutien à la recherche pour la relève professorale* (2020-2021).

- Canada : Expert pour le Fonds de recherche société et culture du Québec (FRSC, Québec, Canada) : évaluation de projets de recherche candidats au Fonds des leaders John-R. Evans (FLJE) de la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI) (2019).
- Luxembourg : Expert pour le Fonds national de la recherche du Luxembourg (FNR, Luxembourg) : évaluation de dossiers de candidats à une bourse doctorale ou postdoctorale (depuis 2011).
- Canada : Expert pour le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH, Canada) : évaluation de projets de recherche candidats aux "Subventions Savoir" (depuis 2014).

3) Membre de jurys de prix de thèse :

- Chancellerie des Universités : Membre du jury d'attribution des prix solennels de la Chancellerie des Universités de Paris récompensant les meilleures thèses soutenues annuellement dans 21 universités et grands établissements d'Ile de France – Catégorie droit toutes spécialités (2020-2025). (32 candidats en 2020 ; 17 candidats en 2021 ; 12 candidats en 2022).
- SFDI : Membre du jury (avec les Professeurs D. ALLAND et S. EL BOUDOUHI) du "prix Suzanne Bastid" 2018 décerné par la *Société française pour le droit international* (SFDI) récompensant la meilleure thèse en droit international ; rapports sur les 15 candidatures.
- AFRU-SFDE : Membre du jury du prix de thèse décerné par l'*Association française de droit de l'urbanisme* et la *Société française pour le droit de l'environnement* (2007) ; rapports sur 2 candidatures.

4) Examens et concours (outre les examens liés aux enseignements assurés) :

- CNB : Inscrit sur la liste nationale des membres des jurys de spécialisation du *Conseil National des Barreaux* (CNB). Membre de jurys de validation des compétences professionnelles d'avocats en vue de l'obtention d'un certificat de spécialisation en « droit de l'arbitrage » et « droit international et européen » (depuis 2020).
- EFB : Président de jurys du Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA), École professionnelle des Barreaux de la Cour d'appel de Paris (EFB) (depuis 2019).
- IEJ Sorbonne Paris Nord : Correcteur de l'épreuve de note de synthèse pour l'examen d'entrée au Centre Régional de Formation Professionnelle des Avocats, Paris 13 (2018).
- ENM : Examineur spécialisé (droit public) adjoint au jury du concours d'entrée à l'École nationale de la magistrature (depuis 2017).
- IEJ Paris II : Président de Jury pour le *grand oral* de Libertés publiques de l'examen d'entrée au Centre régional de formation professionnelle des avocats (CRFPA) (depuis 2017).
- IEJ Sorbonne Paris Nord : Président de Jury pour le *grand oral* de Libertés publiques de l'examen d'entrée au Centre régional de formation professionnelle des avocats (CRFPA) (2017-2018).
- IEJ Orléans : Président de Jury pour le *grand oral* de Libertés publiques de l'examen d'entrée au Centre régional de formation professionnelle des avocats (CRFPA) (2009-2011).
- ICP : Président de jurys de grand oral, *Master métiers du politique et de la gouvernance* (2010).
- Sciences Po Paris : Président ou membre de jurys de Grand oral en *Enjeux politiques* (cours du Pr. Ph. RAYNAUD), *Master de sciences po* (2006-2007).
- Sciences Po Paris : Président ou membre de jurys de Grand oral en *Espace mondial* (cours du Pr. G. SALAME), *Master de sciences po* (2005-2006).
- Université Sorbonne Paris Nord Membre d'une dizaine de jurys de soutenance de mémoire de *Master II Études stratégiques* ; *Master II Droit économique international et européen* ; *Master II Droit des affaires* (depuis 2017).
- Université Galatasaray (Istanbul, Turquie) : Membre de 1 à 2 jurys par an de soutenance de mémoire de *Master II Relations internationales* (2011-2014 et 2017).

- Université de Rouen : Membre de 2 jurys de soutenance de mémoire de *Master II droit public* (2009-2010).
- Université d'Orléans : Membre de 3 à 5 jurys par an de grand oral, *Master II droit international et européen* (2004-2008).
- Université d'Orléans : Membre de 3 à 5 jurys de soutenance de mémoire de *Master II droit international et européen* (2004-2011).
- Université d'Angers : Membre de 2 jurys par an de soutenance de mémoire de *Master II Droit international et européen* (2013-2016).

IV) Concours de plaidoirie en droit international :

- Concours Charles Rousseau

Concours francophone de procès simulé en droit international public organisé par le Réseau Francophone de Droit International (RFDI). Membre du Conseil d'administration du RFDI (depuis 2014).

- En ligne (épreuve intégralement en ligne pour cause de pandémie, mai 2021 : juge des mémoires, juge des éliminatoires, juge de demi-finale).
- Strasbourg, France (mai 2019 : corédacteur du cas ; juge des mémoires ; juge des éliminatoires, des quarts de finale et de la finale – Droit de l'Organisation mondiale du commerce).
- Angers, France (mai 2018 : juge des mémoires ; juge des éliminatoires et de la finale – Droit des réfugiés et droit de la mer).
- La Havane-Varadero, Cuba (mai 2016 : juge des mémoires et des éliminatoires – Contentieux de l'occupation de territoires).
- Sceaux, France (mai 2015 : juge des éliminatoires – Droit de l'espace).
- Montréal, Canada (mai 2014 : juge des mémoires ; juge des éliminatoires et des demi-finales – Droit de l'aviation civile).
- Bucarest, Roumanie (avril-mai 2013 : juge des mémoires et des éliminatoires – Droit des relations diplomatiques et coopération judiciaire internationale).
- Clermont-Ferrand, France (mai 2012, juge des éliminatoires et des demi-finales – Droit international des investissements et droit du sport).
- Sceaux, France (mai 2003, juge des éliminatoires – Droit international pénal).

- Jessup International Law Moot Court Competition

Concours anglophone de plaidoirie en droit international organisé par l'*International Law Students Association* (ILSA).

- Juge correcteur des mémoires de la phase nationale iraquienne (février 2018).
- Juge correcteur de mémoires de la phase internationale, Washington D.C., États-Unis (février 2016 ; mars 2015).
- Juge correcteur des mémoires de la phase nationale irlandaise (février 2013).
- Responsable de l'équipe de l'Université Panthéon-Assas (Paris II). Vainqueur de la phase nationale, Paris (février 2001) ; participation à la phase finale internationale, Washington D.C., États-Unis, (avril 2001).

- European Human Rights Moot Court Competition

Concours anglophone de procès simulé en protection internationale des droits de l'homme organisé par l'*International Law Students Association* (ILSA).

- Responsable de l'équipe de l'Université Galatasaray (2012-2013).

- Concours européen des droits de l'homme René Cassin

Concours francophone de procès simulé en protection internationale des droits de l'homme.

- Juge des demi-finales, Strasbourg (avril 2015).
- Responsable de l'équipe de l'Université Galatasaray (2011-2012).

- Jean Pictet Competition

Concours anglophone de formation et simulation en droit international humanitaire.

- Responsable de l'équipe de l'Université Panthéon-Assas (Paris II), Lisbonne, Portugal, (avril 2002).

ACTIVITÉS DE RECHERCHE

I) Ouvrages :

- 3•** Julien CAZALA, Velimir ZIVKOVIC (eds.), *Administrative Law and Public Administration in the Global Social System*, Bucarest, Adjuris, 2021, 277 pages.
- 2•** Julien CAZALA, Yannick LECUYER et Bérangère TAXIL (dir.), *Sexualité et droit international des droits de l'homme*, Paris, Pedone, 2017, 374 pages.
- 1•** Julien CAZALA, *Le principe de précaution en droit international*, Paris - Louvain la Neuve, LGDJ - Anthémis, Collection de l'Institut des Hautes Études Internationales, n° 3, 2006, 498 pages.

II) Articles dans des revues à Comité de lecture :

- 29•** « Les effets déstabilisateurs du réveil des ambitions turques en Méditerranée orientale », *Annuaire Français des Relations Internationales*, 2022, pp. 161-175.
- 28•** « La guerre commerciale sino – américaine : accélérateur de la protection du marché de l'Union européenne » (avec Iliasse CHARI), *Revue de droit de l'Union européenne*, 2021, à paraître.
- 27•** « Les immunités et privilèges de l'ancien agent d'une organisation internationale », *Arab Journal of International Law*, 2021, pp. 12-29.
- 26•** « Le blocage du système de règlement des différends de l'Organisation Mondiale du Commerce », *Bulletin of Moscow Region State University. Series: Jurisprudence*, 2022, n° 3, 12 pages.
- 25•** « Fin de partie pour les traités bilatéraux d'investissement intra-européens ? A propos de l'accord du 5 mai 2020 », *Journal du droit international (Clunet)*, 2020, n° 3, pp. 855-874.
- 24•** « L'incompatibilité avec le droit de l'Union européenne du système d'arbitrage investisseur-Etat contenu dans un traité bilatéral d'investissement intra-UE. A propos de l'arrêt *Slowakische Republik c/ Achmea* du 6 mars 2018 (C-284/16) », *Revue trimestrielle de droit européen*, 2018, n° 3, pp. 597-616.
- 23•** « La défiance étatique à l'égard de l'arbitrage investisseur-État dans quelques projets et instruments conventionnels récents », *Journal du droit international (Clunet)*, 2017, n° 1, pp. 81-98.
- 22•** « La politique juridique extérieure de la Turquie - Puissance émergente et droit international » (avec Menent SAVAS-CAZALA), *Annuaire Français de Relations Internationales*, 2015, pp. 553-572.
- 21•** « Retour sur un classique : *La politique juridique extérieure* de Guy de Lacharrière », *Revue générale de droit international public*, 2013, n° 2, pp. 411-416.
- 20•** « La dénonciation de la Convention de Washington établissant le Centre international de règlement des différends relatifs aux investissements », *Annuaire français de droit international*, 2012, pp. 551-565.
- 19•** « L'utilisation du système de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce par les BRICs », *L'Observateur des Nations Unies*, 2012, n° 2, vol. 33, pp. 69-87.
- 18•** « Le *Soft Law* international entre inspiration et aspiration », *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, 2011, n° 66, pp. 41-84.

- 17• « Le rôle du *soft law* dans l'interprétation du droit international », *Analele Universitatii Titu Maiorescu - Seria Drept*, 2010, pp. 42-53.
- 16• « The Right to Adequate Food in Time of Armed Conflicts », *International Journal of Humanitarian Legal Studies*, 2010.
- 15• « Adaptation des règles et principes probatoires au nom d'une bonne administration de la justice internationale », *L'Observateur des Nations Unies*, vol. 27, 2009, n° 2, pp. 55-73.
- 14• « L'O.M.C. à la carte ? Les aménagements conventionnels aux obligations des Membres permis par le droit conventionnel de l'Organisation mondiale du commerce », *Revue générale de droit international public*, 2009, n° 1, pp. 45-74.
- 13• « La protection des attentes légitimes de l'investisseur dans l'arbitrage international », *Revue internationale de droit économique*, 2009, n° 1, pp. 5-32.
- 12• « Sécurité alimentaire et échanges internationaux - Quelle place pour le principe de précaution ? », *Revue européenne de droit de la consommation / European Consumer Law Journal*, 2009, n° 1, pp. 67-83.
- 11• « Retour sur les méthodes de délimitation juridictionnelle d'espaces maritimes mises en œuvre dans quelques affaires récentes », *Annuaire français de droit international*, 2008, pp. 411-427.
- 10• « L'adage *male captus bene detentus* face au droit international. (L'irrégularité de la capture n'entraîne par l'irrégularité de la détention) », *Journal du droit international (Clunet)*, 2007, n° 3, pp. 737-762.
- 9• « Le principe de précaution dans le contentieux relatif au droit de la mer », *L'Observateur des Nations Unies*, vol. 22, 2007, n° 1, pp. 69-87.
- 8• « L'accession du Monténégro à l'indépendance », *Annuaire français de droit international*, 2006, pp. 160-177.
- 7• « Jeremy Bentham et le droit international », *Revue générale de droit international public*, 2005, n° 2, pp. 363-387.
- 6• « Les renvois opérés par le droit de l'Organisation mondiale du commerce à des instruments extérieurs à l'organisation », *Revue Belge de droit international*, 2005, n° 1-2, pp. 527-558.
- 5• « Le résultat manifestement absurde ou déraisonnable de l'interprétation dans l'affaire de l'apurement des comptes (France/Pays-Bas) », *Annuaire français de droit international*, 2004, pp. 624-652.
- 4• « La contestation de la compétence exclusive de la Cour de justice des Communautés européennes. Étude des relations entre divers systèmes internationaux de règlement des différends », *Revue trimestrielle de droit européen*, 2004, n° 3, pp. 505-532.
- 3• « Food Safety and the Precautionary Principle - The Legitimate Moderation of Community courts », *European Law Journal*, 2004, n° 5, pp. 939-954.
- 2• « L'invocation de l'*estoppel* dans le cadre de la procédure de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce », *Revue générale de droit international public*, 2003, n° 4, pp. 885-905.
- 1• « Est-il risqué pour les États de coopérer avec les juridictions pénales internationales ? Réflexions sur les relations entre juridictions nationales, tribunaux pénaux internationaux et Cour européenne des droits de l'homme », *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, 2003, n° 4, pp. 721-732.

III) Contributions à des ouvrages collectifs :

- 58• « Le développement durable dans le contentieux international de l'investissement », Pierre SERRAND, Piotr SZWEDO (dir.), *Durabilité et le droit : perspectives internes et internationales*, 2022, 15 pages.

- 57•** « La contribution au développement économique de l'État hôte - Grandeur et décadence d'un critère d'identification de l'investissement protégé », Véronique LE COQ, Hugo DEVILLERS, Maxence CHAMBON (dir.), *Le paradigme de la croissance en droit public*, Paris, Lexis Nexis, 15 pages.
- 56•** « La confiance et les exemples de conciliation entre les deux traditions juridiques continentales et de *common law* dans les arbitrages internationaux », Julie TRIBOLO (dir.), *La confiance dans les procédures devant les juridictions internationales*, Paris, Pedone, 2022, 25 pages.
- 55•** Refonte de « Investissements internationaux – Présentation et sources », Mathias AUDIT – Julien CAZALA, *Jurisclasseur – Droit international*, Fascicule 572-50, Lexis Nexis, 2022, 49 pages.
- 54•** Refonte de « Investissements internationaux – Régime du droit interne », Mathias AUDIT – Julien CAZALA, *Jurisclasseur – Droit international*, Fascicule 572-55, Lexis Nexis, 2022, 23 pages.
- 53•** Refonte de « Investissements internationaux – Les principes de traitement et de protection », *Jurisclasseur – Droit international*, Fascicule 572-60, Lexis Nexis, 2022, 77 pages.
- 52•** Refonte de « Droit des investissements internationaux – Contentieux arbitral international. Droit commun », Mathias AUDIT – Julien CAZALA, *Jurisclasseur – Droit international*, Fascicule 572-65, Lexis Nexis, 2022, 54 pages.
- 51•** « xxxx », Carlo SANTULLI (dir.), *Les grandes pages - Charles Leben*, Paris, Pedone, 2022.
- 50•** « Le contentieux de l'article 18 CEDH devant la Cour européenne des droits de l'homme : l'exemple de la Turquie », Vanessa BARBE, Charles-Edouard SENAC, Bertrand-Léo COMBRADE, (dir.), *La démocratie illibérale en droit constitutionnel*, Bruxelles, Larcier, à paraître en 2022, 15 pages.
- 49•** « L'adaptation des tribunaux arbitraux d'investissement », Raphaël MAUREL (dir.), *L'éthique des procédures contentieuses en temps de pandémie – Approches de droits international et comparé*, Bruxelles, Bruylant, à paraître en 2022.
- 48•** « Préface », Guy David MBARA A BETSEM, *La chose constatée devant le Comité des droits de l'homme des Nations Unies – Contribution à la théorie de l'expertise internationale*, Paris, L'Harmattan, 2021, pp. 15-18.
- 48•** « Quand le droit n'anticipe pas la crise : l'exemple du multilatéralisme à l'Organisation mondiale du commerce », Franck LAFFAILLE (dir.), *Crise du droit ? Crise du politique ?*, Paris, Mare & Martin, 2022, pp. 21-35.
- 47•** « La jurisprudence arbitrale peut-elle promouvoir l'investissement éthique ? », Raphaël MAUREL (dir.), *Le droit international au prisme de l'éthique*, Paris, LGDJ, 2021, pp. 57-68.
- 46•** « La protection physique de l'investisseur par les traités d'investissement – une alternative aux instruments de protection des droits de l'homme ? », Franck LAFFAILLE (dir.), *La violence*, Paris, Mare & Martin, 2021, pp. 27-42.
- 45•** Refonte de « Investissements internationaux – Régime du droit interne », Mathias AUDIT, *Jurisclasseur – Droit international*, Fascicule 572-55, Lexis Nexis, 2019, 18 pages.
- 44•** « What can International Law Teach Us about the Commons », Geetha GANAPATHY, Mohanan PILLAI (eds.), *The Global Commons: Issues, Concerns and Strategies*, 2020, New Delhi, Sage Publishing, pp. 12-22.
- 43•** Entrées « Cour de La Haye » et « Développement durable », Valère NDIOR (dir.), *Dictionnaire de l'actualité internationale*, Paris, Pedone, 2020, pp. 146-147 et 186-188.
- 42•** « Good administration of Justice », *Max Planck Encyclopedia of International Procedural Law*, Oxford University Press, 2020, 25 pages, <https://opil.ouplaw.com/view/10.1093/law-mpeipro/e3448.013.3448/law-mpeipro-e3448>.
- 41•** « Commentaire article 11 “compétence *ratione temporis*” » (avec Menent SAVAS-CAZALA), Julian FERNANDEZ, Xavier PACREAU, Muriel UBEDA-SAILLARD (dir.), *Statut de Rome de la Cour pénale internationale - Commentaire article par article*, Paris, Pedone, 2^{ème} éd., 2019, pp. 733-745.

- 40•** « Commentaire de l'article 89 "Remise de certaines personnes à la Cour" », Julian FERNANDEZ, Xavier PACREAU, Muriel UBEDA-SAILLARD (dir.), *Statut de Rome de la Cour pénale internationale - Commentaire article par article*, Paris, Pedone, 2^{ème} éd., 2019, pp. 2213-2226.
- 39•** « Commentaire de l'article 90 "Demandes concurrentes" », Julian FERNANDEZ, Xavier PACREAU, Muriel UBEDA-SAILLARD (dir.), *Statut de Rome de la Cour pénale internationale - Commentaire article par article*, Paris, Pedone, 2^{ème} éd., 2019, 2227-2239.
- 38•** « Commentaire de l'article 91 "Contenu de la demande d'arrestation et de remise" », Julian FERNANDEZ, Xavier PACREAU, Muriel UBEDA-SAILLARD (dir.), *Statut de Rome de la Cour pénale internationale - Commentaire article par article*, Paris, Pedone, 2^{ème} éd., 2019, 2241-2249.
- 37•** « Commentaire de l'article 92 "Arrestation provisoire" », Julian FERNANDEZ, Xavier PACREAU, Muriel UBEDA-SAILLARD (dir.), *Statut de Rome de la Cour pénale internationale - Commentaire article par article*, Paris, Pedone, 2^{ème} éd., 2019, 2251-2257.
- 36•** « Réaffirmation de l'État en matière d'identification des investissements et investisseurs protégés », Tarek EL GHADBAN, Charles-Maurice MAZUY, Alexandre SEREGACNIK (dir.), *La protection des investissements étrangers : vers une réaffirmation de l'État ?*, Paris, Pedone, 2018, pp. 37-56.
- 35•** « Afflux massif de réfugiés et Organisation des Nations Unies – Entre logique de situation et "dimension droits de l'homme" », Alexis MARIE, Isabelle MOULIER, Caroline LANTERO (dir.), *L'afflux massif de réfugiés*, Paris, Pedone, 2020, à paraître, 20 pages.
- 34•** « L'application du principe de précaution en droit international de la culture », Véronique GUEVREMONT (dir.), *Regards croisés sur le droit international de la culture : interactions et chevauchements entre les conventions relatives au patrimoine culturel immatériel et à la diversité des expressions culturelles*, Collection "Patrimoine en mouvement", Québec, Presses Universitaires de Laval, 2019, pp. 95-110.
- 33•** « Le *Dark side* de la société civile religieuse », Anne-Laure CHAUMETTE, Nicolas HAUPAIS (dir.), *Droit international et religion*, Paris, Pedone, 2019, pp. 199-216.
- 32•** « Investissements internationaux – Les principes de traitement et de protection », *Jurisclasseur – Droit international*, Fascicule 572-60, Lexis Nexis, 2017, 54 pages.
- 31•** « Sodomasochisme et droit international des droits de l'homme », Julien CAZALA, Yannick LECUYER, Bérangère TAXIL, (dir.), *Sexualité et droit international des droits de l'homme*, Paris, Pedone, 2017, pp. 91-102.
- 30•** « Europe », Olivier BEAUVALLET (dir.), *Dictionnaire encyclopédique de la justice pénale internationale*, Paris, Berger-Levrault, 2017, pp. 440-444.
- 29•** « *Male captus bene detentus* », Olivier BEAUVALLET (dir.), *Dictionnaire encyclopédique de la justice pénale internationale*, Paris, Berger-Levrault, 2017, pp. 649-650.
- 28•** « Le contrôle du juge international sur la collecte secrète de données personnelles par des programmes de surveillance de masse », Fouad EDDAZI, Stéphanie MAUCLAIR (dir.), *Le fichier*, Paris, LGDJ, 2017, pp. 73-86.
- 27•** « Les droits de l'homme comme moyen de justification de la violation d'un traité d'investissement », Frédérique COULEE, Walid BEN HAMIDA (dir.), *Convergences et contradictions du droit des investissements et des droits de l'homme : approche contentieuse*, Paris, Pedone, 2017, pp. 319-342.
- 26•** Refonte de « Investissements internationaux – Présentation et sources », Mathias AUDIT, *Jurisclasseur – Droit international*, Fascicule 572-50, Lexis Nexis, 2016, 34 pages.
- 25•** Refonte de « Investissements internationaux – Régime du droit interne », Mathias AUDIT, *Jurisclasseur – Droit international*, Fascicule 572-55, Lexis Nexis, 2016, 18 pages.
- 24•** Refonte de « Droit des investissements internationaux – Contentieux arbitral international. Droit commun », Mathias AUDIT, *Jurisclasseur – Droit international*, Fascicule 572-65, Lexis Nexis, 2016, 34 pages.

- 23•** « L'invitation par un tribunal CIRDI à se prononcer sur un précédent. Point d'appui ou cohérence à marche forcée ? », SFDI, *Le précédent en droit international*, Paris, Pedone, 2016, pp. 347-358.
- 22•** « Conseil de sécurité des Nations Unies et sécurité environnementale – Entre proclamation mondiale et clause de style. L'exemple de la lutte contre les réchauffements climatiques », Christel COURNIL, Catherine FABREGOULE, Geetha GANAPATHY-DORE, Nicolas CLINCHAMPS, (dir.), *Sécurité et environnement*, Bruxelles, Larcier-Bruylant, 2016, pp. 83-105.
- 21•** « Les standards indirects de traitement : Traitement de la nation la plus favorisée et traitement national », Charles LEBEN (dir.), *Droit international des investissements et de l'arbitrage transnational*, Paris, Pedone, 2015, pp. 265-286.
- 20•** « La clause de respect des engagements », Charles LEBEN (dir.), *Droit international des investissements et de l'arbitrage transnational*, Paris, Pedone, 2015, pp. 347-373.
- 19•** « Echapper aux crises de la dette souveraine grâce à un prêteur en dernier ressort international ? », Geneviève DUFOUR, David PAVOT, (dir.), *La crise des dettes souveraines : Approches croisées Canada – Europe*, Montréal-Paris, Lexis Nexis, 2014, pp. 391-406.
- 18•** « L'influence de la dimension économique sur les conditions entourant l'exercice du droit de recours », Vincent TOMKIEWICZ, *L'Organisation mondiale du commerce et le règlement des différends*, Paris, Pedone, 20 pages, (ouvrage non publié).
- 17•** « La réparation du préjudice moral dans le contentieux international de l'investissement », Raphaëlle MAISON, Florence POIRAT, Jean MATRINGE, (dir.), *Droit international et culture juridique - Mélanges offerts à Charles Leben*, Paris, Pedone, 2015, pp. 269-283.
- 16•** « Le comportement déclencheur de la responsabilité dans le cadre des plaintes en situation de violation », Vincent TOMKIEWICZ, *L'Organisation mondiale du commerce et le droit de la responsabilité*, Paris, Pedone, 2014, pp. 87-100.
- 15•** « La déjudiciarisation en matière de violation massive des droits de l'homme », Olivera BOSKOVIC (dir.), *La déjudiciarisation*, Paris, Mare & Martin, 2012, pp. 415-440.
- 14•** « L'appréciation de l'efficacité de l'organisation internationale », Evelyne Lagrange, Jean-Marc Sorel (dir.), *Droit des organisations internationales*, CERDIN-Paris 1, Paris, LGDJ, 2013, pp. 968-992.
- 13•** « Les tentatives de densification normative en droit international public. L'exemple de l'activité des organes de contrôle en matière de protection des droits de l'homme », Catherine Thibierge, (dir.), *La densification normative*, Paris, Mare & Martin, 2014, pp. 389-404.
- 12•** « Le *Soft Law* international entre inspiration et aspiration », Isabelle HACHEZ, Yves CARTUYVELS, Hugues DUMONT, Philippe GERARD, François OST, Michel VAN DE KERCHOVE. (dir.), *Les sources du droit revisitées*, Louvain la Neuve - Bruxelles, Anthémis – Presses Universitaires de Saint Louis, 2012, vol. 1, pp. 17-55.
- 11•** « L'influence des agences de crédit à l'exportation sur la coopération régionale en matière de gestion des cours d'eau internationaux », SFDI, *L'eau en droit international*, Paris, Pedone, 2011, pp. 199-210.
- 10•** « Commentaire article 11 “compétence *ratione temporis*” », Julian FERNANDEZ, Xavier PACREAU (dir.), *Statut de Rome de la Cour pénale internationale - Commentaire article par article*, Paris, Pedone, 2012, pp. 567-579.
- 9•** « Commentaire de l'article 89 “Remise de certaines personnes à la Cour” », Julian FERNANDEZ, Xavier PACREAU (dir.), *Statut de Rome de la Cour pénale internationale - Commentaire article par article*, Paris, Pedone, 2012, pp. 1835-1847.
- 8•** « Commentaire de l'article 90 “Demandes concurrentes” », Julian FERNANDEZ, Xavier PACREAU (dir.), *Statut de Rome de la Cour pénale internationale - Commentaire article par article*, Paris, Pedone, 2012, pp. 1849-1861.

- 7•** « Commentaire de l'article 91 "Contenu de la demande d'arrestation et de remise" », Julian FERNANDEZ, Xavier PACREAU (dir.), *Statut de Rome de la Cour pénale internationale - Commentaire article par article*, Paris, Pedone, 2012, pp. 1863-1871.
- 6•** « Commentaire de l'article 92 "Arrestation provisoire" », Julian FERNANDEZ, Xavier PACREAU (dir.), *Statut de Rome de la Cour pénale internationale - Commentaire article par article*, Paris, Pedone, 2012, pp. 1873-1880.
- 5•** « Le rôle de l'interprétation des traités à la lumière de toute autre "règle pertinente de droit international applicable entre les parties" en tant que "passerelle" jetée entre systèmes juridiques différents ». Rapport préparé dans le cadre du projet *Le droit de l'environnement comme exemple de la mondialisation des concepts juridiques*, sous la direction des professeurs RUIZ-FABRI (Université Paris I) et GRADONI (Université de Bologne), Mission de recherche Droit et Justice, appel d'offre remporté en mai 2006. Paru dans Hélène RUIZ-FABRI, Lorenzo GRADONI (dir.), *La circulation des concepts juridiques : Le droit international de l'environnement entre mondialisation et fragmentation*, Paris, Société de législation comparée, coll. de l'UMR de droit comparé, 2009, pp. 95-136.
- 4•** « La force normative des instruments du *Codex alimentarius* dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce », Catherine THIBIERGE (dir.), *La force normative - Naissance d'un concept*, Bruxelles - Paris, Bruylant - LGDJ, 2009, pp. 335-343.
- 3•** « Le commerce des produits énergétiques et la libéralisation des marchés de l'énergie », in Walid BEN HAMIDA, Bruno POULAIN, (dir.), *La Charte de l'énergie*, Paris, Pedone, (ouvrage non publié).
- 2•** « Le droit international de l'eau et les différends relatifs au Tigre et à l'Euphrate », in Laurence BOISSON DE CHAZOURNES, Salman SALMAN, (dir.), *Les ressources en eau et le droit international - Water Resources and International Law*, Leiden/Boston, Martinus Nijhoff, 2005, pp. 532-575.
- 1•** « Principe de précaution et procédure devant le juge international », in Charles LEBEN, Joe VERHOEVEN, (dir.), *Le principe de précaution : aspects de droit international et communautaire*, Paris, éd. Panthéon-Assas, 2002, pp. 151-192.

IV) Chroniques :

F) Titulaire, avec le professeur Alexis MARIE, « Chronique de jurisprudence française relative au droit international », (avant 2014 sous la direction du professeur Nicolas MAZIAU), *Annuaire français de droit international*.

- 20•** *AFDI*, 2021 (jurisprudence 2021), 35 pages, à paraître en novembre 2022.
- 19•** *AFDI*, 2020 (jurisprudence 2020), pp. 859-890.
- 18•** *AFDI*, 2019 (jurisprudence 2019), pp. 699-748.
- 17•** *AFDI*, 2018 (jurisprudence 2018), pp. 763-804.
- 16•** *AFDI*, 2017 (jurisprudence 2017), pp. 773-816.
- 15•** *AFDI*, 2016 (jurisprudence 2016), pp. 727-768.
- 14•** *AFDI*, 2015 (jurisprudence 2014-2015), pp. 987-1025
- 13•** *AFDI*, 2014 (jurisprudence 2013), pp. 867-891.
- 12•** *AFDI*, 2013 (jurisprudence 2012), pp. 585-606.
- 11•** *AFDI*, 2012 (jurisprudence 2011), pp. 833-861.
- 10•** *AFDI*, 2011 (jurisprudence 2010), pp. 729-755.
- 9•** *AFDI*, 2010 (jurisprudence 2009), pp. 865-898.
- 8•** *AFDI*, 2009 (jurisprudence 2008), pp. 871-898.
- 7•** *AFDI*, 2008 (jurisprudence 2007), pp. 643-670.
- 6•** *AFDI*, 2007 (jurisprudence 2006), pp. 846-871.
- 5•** *AFDI*, 2006 (jurisprudence 2005), pp. 764-793.

- 4• *AFDI*, 2005 (jurisprudence 2004), pp. 773-801.
- 3• *AFDI*, 2004 (jurisprudence 2003), pp. 876-903.
- 2• *AFDI*, 2003 (jurisprudence 2002), pp. 699-732.
- 1• *AFDI*, 2002 (jurisprudence 2001), pp. 725-761.

E) Titulaire, avec Maître Laurie ACHTOUCK-SPIVAK et le professeur Arnaud DE NANTEUIL - de la chronique « Arbitrage et investissement » (sous la direction des professeurs Charles LEBEN, Ibrahim FADLALLAH et de maître Eric TEYNIER jusqu'en 2019), *Cahiers de l'arbitrage – Gazette du Palais* (2006-2009) puis *Cahiers de l'arbitrage – Paris Journal of international arbitration* (depuis 2010).

- 28• « Déni de justice et *due process* », *Cahiers de l'arbitrage - Paris Journal of International Arbitration*, 2022, n° 3, à paraître.
- 28• « Les limites de l'articulation entre exercice des *police powers* et expropriation indirecte », *Cahiers de l'arbitrage - Paris Journal of International Arbitration*, 2020, n° 3, pp. 591-602.
- 27• « Les déclarations des représentants des gouvernements des États membres des 15 et 16 janvier 2019 relatives aux effets juridiques de l'arrêt *Achmea* rendu par la Cour de justice et à la protection des investissements dans l'Union européenne », *Cahiers de l'arbitrage - Paris Journal of International Arbitration*, 2019, n° 4, pp. 765-782.
- 26• « La réforme de l'arbitrage d'investissement dans l'Accord Canada – États-Unis – Mexique devant se substituer à l'Accord de libre-échange nord-américain », *Cahiers de l'arbitrage - Paris Journal of International Arbitration*, 2019, n° 4, pp. 782-790.
- 25• « Quelques précisions mais toujours pas de certitude sur la clause de déni des avantages du Traité sur la Charte de l'énergie », *Cahiers de l'arbitrage - Paris Journal of International Arbitration*, 2018, n° 4, pp. 727-735.
- 24• « Contentieux international de l'investissement et procédure d'extradition », *Cahiers de l'arbitrage - Paris Journal of International Arbitration*, 2018, n° 4, pp. 703-714.
- 23• « L'entreprise publique investisseur : le point de vue de l'arbitrage CIRDI », *Cahiers de l'arbitrage - Paris Journal of International Arbitration*, 2017, n° 4, pp. 635-641.
- 22• « L'obligation de *due diligence* pesant sur l'investisseur », *Cahiers de l'arbitrage - Paris Journal of International Arbitration*, 2017, n° 4, pp. 649-662.
- 21• « La consécration des *police powers* de l'État dans le contentieux investisseur-état relatif à la lutte antitabac », *Cahiers de l'arbitrage - Paris Journal of International Arbitration*, 2016, n° 4, pp. 919-927.
- 20• « Nationalité et siège social de l'investisseur », *Cahiers de l'arbitrage - Paris Journal of International Arbitration*, 2016, n° 4, pp. 902-909.
- 19• « L'arbitrage d'urgence dans le contentieux international de l'investissement », *Cahiers de l'arbitrage - Paris Journal of International Arbitration*, 2015, n° 4, pp. 704-710.
- 18• « Crise de la dette souveraine grecque et arbitrage en matière d'investissement », *Cahiers de l'arbitrage - Paris Journal of International Arbitration*, 2015, n° 4, pp. 722-729.
- 17• « L'obligation de saisine du juge interne préalable à la saisine du tribunal arbitral », *Cahiers de l'arbitrage - Paris Journal of International Arbitration*, 2014, n° 4, pp. 725-733.
- 16• « Le Règlement de la CNUDCI sur la transparence dans l'arbitrage entre investisseurs et États fondé sur des traités », *Cahiers de l'arbitrage - Paris Journal of International Arbitration*, 2014, n° 4, pp. 755-764.
- 15• « L'arbitrage multipartite devant les tribunaux CIRDI », *Cahiers de l'arbitrage - Paris Journal of International Arbitration*, 2013, n° 4, pp. 951-965.

- 14•** « L'interprétation par le tribunal arbitral CIRDI de l'offre d'arbitrage contenue dans la loi interne », *Cahiers de l'arbitrage - Paris Journal of International Arbitration*, 2013, n° 4, pp. 970-974.
- 13•** « Protection des attentes légitimes de l'investisseur : l'exigence d'un engagement spécifique », *Cahiers de l'arbitrage - Paris Journal of International Arbitration*, 2012, n° 4, pp. 940-947.
- 12•** « Protection des droits de l'homme et contentieux international de l'investissement », *Cahiers de l'arbitrage - Paris Journal of International Arbitration*, 2012, n° 4, pp. 899-906.
- 11•** « Procédures devant les juridictions étatiques parallèles à une procédure arbitrale internationale et indication de mesures conservatoires », *Cahiers de l'arbitrage - Paris Journal of International Arbitration*, 2011, pp. 1012-1018.
- 10•** « Le recours en interprétation d'une sentence arbitrale rendue par un tribunal arbitral CIRDI », *Cahiers de l'arbitrage - Paris Journal of International Arbitration*, 2011, pp. 1018-1021.
- 9•** « Droit des contre-mesures et droit des investissements », *Cahiers de l'arbitrage - Paris Journal of International Arbitration*, 2010, n° 4, pp. 1091-1094.
- 8•** « Le délai avant l'introduction d'une requête d'arbitrage », *Gazette du Palais - Les Cahiers de l'arbitrage*, 2009, n° 347-349, pp. 27-30.
- 7•** « Constitution dans le temps des attentes légitimes de l'investisseur », *Gazette du Palais - Les Cahiers de l'arbitrage*, 2009, n° 347-349, pp. 52-54.
- 6•** « Cause commune et arbitrage CIRDI », *Gazette du Palais - Les Cahiers de l'arbitrage*, 2008, n° 349-351, pp. 23-26.
- 5•** « Mesures conservatoires et arbitrage international relatif aux investissements », *Gazette du Palais - Les Cahiers de l'arbitrage*, 2008, n° 349-351, pp. 26-29.
- 4•** « Clause de la nation la plus favorisée et juridiction des tribunaux arbitraux », *Gazette du Palais - Les Cahiers de l'arbitrage*, 2007, n° 348-349, pp. 39-41.
- 3•** « Traitement juste et équitable (transparence - protection des attentes légitimes) », *Gazette du Palais - Les Cahiers de l'arbitrage*, 2007, n° 348-349, pp. 44-48.
- 2•** « Exécution provisoire des sentences », *Gazette du Palais - Les Cahiers de l'arbitrage*, 2006, n° 347-348, pp. 35-38.
- 1•** « Expropriation », *Gazette du Palais - Les Cahiers de l'arbitrage*, 2006, n° 347-348, pp. 50-53.

D) Membre de l'équipe en charge de la « Chronique de jurisprudence française en matière de droit international public » (sous la direction du professeur Baptiste TRANCHANT), *Revue générale de droit international public*.

- 14•** Cass., 1^{ère} civ., 23 mars 2022, *Monsieur Valeriy Belokon c. République du Kirghizistan*, n° 17-17.981. Arbitrage d'investissement – Blanchiment – Ordre public international – Recours en annulation ; *RGDIP*, 2022-2, 10 pages, à paraître.
- 13•** CA Paris, Pôle 5, ch. 16, 23 mars 2021, *État de Libye c. D.S. Construction FZCO*, n° RG 18/05756. Arbitrage – Investissement – Clause de la nation la plus favorisée ; *RGDIP*, 2021-3, pp. 669-680.
- 12•** CA Paris, Pôle 1, 1^{ère} ch. 1, 17 novembre 2020, *État de Libye c. SA Société orléanaise d'électricité et de chauffage électrique – SORELEC*, n° RG 18/02568. Arbitrage – Investissement – Corruption – Annulation ; *RGDIP*, 2021-1, pp. 192-204.
- 11•** CA Paris, pôle 5, 16^{ème} ch., 03 juin 2020, *République bolivarienne du Venezuela c. Monsieur Serafin Garcia Armas et Mme Karina Garcia Gruber*, (RG n° 19/03588). Binationaux – demandeur possédant la nationalité de l'État défendeur – arbitrage investisseur-État ; *RGDIP*, 2020-3-4, pp. 718-727.

- 10•** CA Paris, pôle 1, ch. 1, 24 septembre 2019, *République de Moldavie c. Société Komstroy venant aux droits de la société Energoalians*, n° 18/14721. Définition de l'investissement – Question préjudicielle adressée à la CJUE. *RGDIP*, 2020-1, pp. 202-212.
- 9•** Cass., 1ère civ., 17 avril 2019, *M. M.*, n° 18-50.039. Succession d'États – Nationalité – Établissements français de l'Inde. *RGDIP*, 2019-3, pp. 819-823.
- 8•** CA Paris, pôle 1, chambre 1, 2 avril 2019, *Monsieur Vincent J. Ryan fondateur et président de Schooner Capital LLC, Société Schooner Capital LLC (Limited Liability Company), Société Atlantic Investment Partners LLC (Limited Liability Company) c/ République de Pologne*, n° 16/24358. Arbitrage investisseur-État – Exception fiscale. *RGDIP*, 2019-2, pp. 559-571.
- 7•** CE, ass., 12 octobre 2018, *SARL Super Coiffeur*, n° 408567. Réserves aux traités. *RGDIP*, 2019-1, pp. 309-323.
- 6•** CA Aix-en-Provence, pôle 4, ch. 8, 3 mai 2018, *République du Congo c. Société Commissions Import Export (Commisimpex)*, (n° 257/18). Immunité d'exécution – Localisation des créances. *RGDIP*, 2018-3, pp. 770-783.
- 5•** CA Paris, pôle 1, 1ère ch., 16 janvier 2018, *MK Group c/ Onix et Financial Initiative* (n° 15-21703), Ordre public international – souveraineté permanente sur les ressources naturelles. *RGDIP*, 2018-3, pp. 761-770.
- 4•** Cass., civ. 1, 10 janvier 2018, *République du Congo c/ Société Commissions Import Export (Commisimpex)*, (n° 16-22.494), Immunité d'exécution - mission diplomatique - renonciation expresse et spéciale ; *RGDIP*, 2018-2, pp. 513-523.
- 3•** CA Paris, pôle 1, 1ère ch., 7 février 2017, *République bolivarienne du Venezuela c. Société Gold Reserve Inc.* (RG n° 14/21103). Nationalité de l'investisseur – traitement juste et équitable – règlement des différends investisseur-État ; *RGDIP*, 2018-1, pp. 248-255.
- 2•** CA Paris, pôle 1, 1ère ch., 21 février 2017, *République du Kirghizistan c. Monsieur Valeriy Belokon* (RG n° 15/01650). Investissement protégé – convention de Mérida – blanchiment d'argent ; *RGDIP*, 2018-1, pp. 256-268.
- 1•** CA Paris, pôle 1, 1ère ch., 27 avril 2017, *République bolivarienne du Venezuela c. Monsieur Serafin Garcia Armas et Mme Karina Garcia Gruber*, (RG n° 15/01040). Binationaux – demandeur possédant la nationalité de l'État défendeur – nationalité effective et dominante – règlement des différends investisseur-État ; *RGDIP*, 2017-3, pp. 933-944.

C) Membre de l'équipe en charge de la « Chronique de jurisprudence internationale » (sous la direction des professeurs Niki ALOUPI et Pierre-François LAVAL), *Revue générale de droit international public*. Chargé de la recension et des commentaires en matière de contentieux international de l'investissement.

25• *RGDIP*, 2022-3, à paraître :

Green Power Partners K/S, SCE Solar Don Benito APS v. the Kingdom of Spain, SCC V 2016/135, Award, 16 June 2022 ; *Bay View Group LLC and the Spalena Company LLC v. Republic of Rwanda*, ICSID/ARB/18/21, Award, 30 March 2022.

24• *RGDIP*, 2022-2, à paraître :

Alcor Holdings Ltd v. Czech Republic, PCA n° 2018-45, Award, 2 March 2022 ; *Nurhima Kïram Fornan et al. v. Malaysia*, ad hoc, Award, 28 February 2022; *AFC Investments Solutions S.I. y Colombia*, ICSID/ARB/20/16, Decisión, 24 Febrero 2022 ; *Uniper SE et al. v. Netherlands*, ICSID/ARB/21/22, Decision, 17 February 2022 ; *Westmorland Mining Holdings LLC v. Canada*, ICSID/UNCT/20/3, Final Award, 31 January 2022 ; *Mainstream Renewable Power Ltd et al. v. Germany*, ICSID/ARB/21/26, Decision, 18 January 2022.

23• *RGDIP*, 2022-1, à paraître :

Hope Services LLC c. Cameroun, ICSID/ARB/20/2, sentence finale, 23 décembre 2021 ; *Casinos Austria International GmbH and Casinos Austria Aktiengesellschaft v. Argentine Republic*,

ICSID/ARB/14/32, Final Award, 5 November 2021 ; *Pawłowski AG and Projekt Sever S.R.O. v. Czech Republic*, ICSID/ARB/17/11, Final Award, 1st November 2021.

22• RGDIP, 2021-4, à paraître :

Penwell Business Limited (By Megacom) v. Kyrgyz Republic, PCA n° 2017-31, Final Award, 8 October 2021 ; *Lion Mexico Consolidated L.P. v. United Mexican States*, ICSID/ARB(AF)/15/2, Award, 20 September 2021 ; *Enel Fortuna S.A. v. Republic of Panama*, ICSID/ARB/19/5, Award, 18 August 2021.

21• RGDIP, 2021-3, pp. 653-658 :

Infinito Gold Ltd. v. Republic of Costa Rica, ICSID/ARB/14/5, Award, 3 June 2021 ; *Perenco Ecuador Limited v. Republic of Ecuador*, ICSID/ARB/08/6, Decision on annulment, 28 May 2021.

20• RGDIP, 2021-2, pp. 408-414 :

Freif Eurowind Holdings Ltd. (United Kingdom) v. Kingdom of Spain, SCCV 2017/060, Final Award, 8 March 2021; *Landesbank Baden-Württemberg et al. v. Kingdom of Spain*, ICSID/ARB/15/45, Decision on the second proposal to disqualify all the members of the tribunal, 15 December 2020 ; *Mabco Constructions SA v. Republic of Kosovo*, ICSID/ARB/17/25, Decision on jurisdiction, 30 October 2020.

19• RGDIP, 2021-1, pp. 157-167 :

Gran Colombia Gold Corp. v. Colombia, ICSID/ARB/18/23, Decision on the bifurcated jurisdictional issue, 23 November 2020 ; *ConocoPhillips Petrozuata B.V., ConocoPhillips Hamaca B.V. and ConocoPhillips Gulf of Paria B.V. v. Venezuela*, ICSID/ARB/07/30, Order on the issue of Venezuela's legal representation, 2 November 2020 ; *Eskosol S.p.A. in Liquidazione v. Italy*, ICSID/ARB/15/50, Award, 4 September 2020 ; *Bridgestone Licensing Services, Inc. And Bridgestone Americas, Inc. v. Panama*, ICSID/ARB/16/34, Award, 14 August 2020 ; *Komaskia Airport Invest Ltd. v. Republic of Moldova*, SCC EA 2020/130, Emergency Award on interim measures, 2 August 2020 ; *Strabag SE, Raiffeisen Centrobank AG, Syrena Immobilien Holding AG v. Poland*, ADHOC/15/1, Partial Award on jurisdiction, 4 March 2020.

18• RGDIP, 2020-3-4, pp. 686-699 :

SolEs Badajoz GmbH v. Kingdom of Spain, ICSID/ARB/15/38, Decision on the Continuation of the Stay of Enforcement of the Award, 26 May 2020 ; *Michael Anthony Lee-Chin v. Dominican Republic*, ICSID-UNCT/18/3, Partial Award on Jurisdiction, 15 July 2020 ; *TECO Guatemala Holdings, LLC v. Guatemala*, ICSID/ARB/10/23, Award, 13 May 2020 ; *A.M.F. Aircraftleasing Meier & Fischer GmbH & Co. KG, Hamburg (Germany) v. Czech Republic*, PCA n° 2017-15, Final Award, 11 May 2020 ; *Lotus Holding Anonim Sirketi v. Turkmenistan*, ICSID/ARB/17/30, Final Award, 6 April 2020 ; *Itisaluna Iraq LLC and others v. Iraq*, ICSID/ARB/17/10, Award, 3 April 2020 ; *Lidercon S.L. v. Peru*, ICSID/ARB/17/9, Award, 6 March 2020.

17• RGDIP, 2020-2, pp. 412-419:

M. Ioan Micula, Mr Viorel Micula, S.C. Scandic Distilleries S.A. and others v. Romania, ICSID/ARB/14/29, Award, 5 March 2020 ; *Raymond Charles Eyre et Montrose Developments (Private) Limited v. Sri Lanka*, ICSID/ARB/16/25, Award, 5 March 2020 ; *Staur Eiendom AS, Ebo invest & Rox Holding AS c. Lettonie*, ICSID/ARB/16/38, Award, 20 February 2020 ; *Theodoros Adamakopoulos et autres c. Chypre*, ICSID/ARB/15/49, Decision on jurisdiction, 7 February 2020.

16• RGDIP, 2020-1, pp. 175-182 :

Magyar Farming Company Ltdn Kintyre Kft and Inicia Zrt v. Hungary, ICSID/ARB/17/27, Award, 13 November 2019 ; *Oded Besserglick v. Mozambique*, ICSID/ARB(AF)/14/2, Award, 28 October 2019 ; *CMC Muratori Cementisti CMC Di Ravenna SOC. Coop. a.o. v. Mozambique*,

ICSID/ARB/17/23, Award, 24 October 2019 ; *Jin Hae Seo v. Korea*, HKIAC n° 18117, Final Award, 24 September 2019.

15• RGDIP, 2019-4, pp. 999-1004 :

Michael Ballantine & Lisa Ballantine v. Dominican Republic, PCA n° 2016-17, Final Award, 3 September 2019 ; *Lao Holdings N.V. v. Lao Republic*, ICSID/ARB(AF)/12/6, Award, 6 August 2019 ; *SolEs Badajoz v. Spain*, ICSID/ARB/15/38, Award, 13 July 2019.

14• RGDIP, 2019-3, pp. 781-785 :

Eskosol S.p.A. in liquidazione v. Italia, ICSID/ARB/15/50, Decision, 7 May 2019 ; *ConocoPhillips Petrozuata B.V., ConocoPhillips Hamaca B.V., ConocoPhillips Gulf of Paria B.V. and ConocoPhillips Company v. Venezuela*, ICSID/ARB/07/30, Award, 8 March 2019.

13• RGDIP, 2019-2, pp. 525-538 :

Anglo-Adriatic Group Limited v. Albania, ICSID/ARB/17/6, Award, 7 February 2019 ; *Anglo American PLC v. Venezuela* (ICSID/ARB(AF)/14/1, Award, 18 January 2019 ; *Mera Investment Fund Limited v. Serbia*, ICSID/ARB/17/2, Decision on jurisdiction, 30 November 2018 ; *South American Silver Limited (Bermuda) v. Bolivia*, PCA n° 2013-15, Award, 18 November 2018 ; *UP and C.D. Holding Internationale v. Hungary*, ICSID/ARB/13/35, Award, 9 October 2018 ; *Cortec Mining Kenya Limited, Cortec (Pty) Limited and Stirling Capital Limited v. Kenya*, ICSID/ARB/15/29, Award, 22 October 2018 ; *Marfin Investment Group Holdings S.A., Alexandros Bakatselos and others v. Cyprus* ICSID/ARB/13/27, Award, 26 July 2018 ; *Casinos Austria International GmbH and Casinos Austria Aktiengesellschaft v. Argentine*, ICSID/ARB/14/32, Decision on jurisdiction, 29 June 2018.

12• RGDIP, 2018-4, pp. 1027-1035 :

Vattenfall AB, Vattenfall Europe AG, Vattenfall Europe Nuclear Energy GmbH, Kernkraftwerk Krümmel GmbH & Co. oHG, and Kernkraftwerk Brunsbüttel GmbH & Co. oHG v. Germany, ICSID/ARB/12/12, Decision on the *Achmea* question, 31 August 2018 ; *Chevron Corporation & Texaco Petroleum Company v. Ecuador*, PCA n° 2009-23, second partial award on track II, 30 August 2018 ; *Georg Gavrilovic and Gavrilovic D.O.O. v. Croatia*, ICSID/ARB/12/39, Award, 26 July 2018 ; *Mobil Investments Canada Inc v. Canada*, ICSID/ARB/15/6, decision on jurisdiction and admissibility, 13 July 2018 ; *Antaris GmbH & Dr. Michael Göde v. the Czech Republic* , PCA n° 2014-01, Award, 2nd May 2018.

11• RGDIP, 2018-3, pp. 745-754 :

Masdar Solar & Wind Cooperatief U.A. v. Spain, ICSID/ARB/14/1, Award, 16 May 2018 ; *ACP Axos GmbH v. Kosovo*, ICSID/ARB/15/22, Award, 3 May 2018 ; *Dawood Rawat v. Mauritius*, PCA n° 2016-20, Award on jurisdiction, 6 April 2018 ; *Salini Impregilo S.p.A. v. Argentine*, ICSID/ARB/15/39, Decision on jurisdiction and admissibility, 23 February 2018 ; *Mohammed Munshi v. Mongolia*, SCC EA 2018/07, Award on emergency measures, 5 February 2018.

10• RGDIP, 2018-2, pp. 489-499 :

Lighthouse corporation Pty Ltd and Lighthouse corporation Ltd, IBC v. Democratic Republic of Timor-Leste, ICSID/ARB/15/2, Award, 22 December 2017 ; *Fouad Alghanim & Sons Co. For General Trading & Contracting, W.L.L. and Mr Fouad Mohammed Thunyan Alghanim v. Hashemite Kingdom of Jordan*, ICSID/ARB/13/38, Award, 14 December 2017 ; *Bridgestone Licensing Services, Inc. and Bridgestone Americas, Inc. v. Republic of Panama*, ICSID/ARB/16/34, Decision of Expedited objections, 13 December 2017 / *Koch Minerals SÁRL (KOMSA), Koch Nitrogen International SÁRL (KNI) v. Venezuela*, ICSID/ARB/11/19, Award, 30 October 2017 / *Mr. Jürgen Wirtgen, Mr. Stefan Wirtgen, Mrs. Gisela Wirtgen, JSW Solar (zwei) GmbH & Co. KG v. The Czech Republic*, PCA n° 2014-03, Final Award, 11 October 2017.

9• RGDIP, 2018-1, pp. 221-228 :

Infinito Gold Ltd v. Costa Rica, ICSID/ARB/14/5, Decision on jurisdiction, 4 December 2017 ; *Société Resort Company Invest Abidjan, Stanislas Citerici and Gérard Bot v. Republic of Côte d'Ivoire*, ICSID/ARB/16/11, Decision on the Respondent's Preliminary Objections to Jurisdiction, 1st August 2017 ; *Sergei Viktorovich Pugachev v. The Russian Federation*, CNUDCI, Interim Award, 7 July 2017 ; *PL Holding S.à.r.l. v. Poland*, SCC V2014/163, partial award, 28 June 2017.

8• RGDIP, 2017-4, pp. 1166-1172 :

Burlington Resources, Inc. v. Republic of Ecuador, ICSID/ARB/08/5, Annulment proceeding, Decision on stay of enforcement of the award, 31 August 2017 ; *Perenco Ecuador Limited v. Republic of Ecuador*, ICSID/ARB/08/6, Decision on Perenco's Application for dismissal of Ecuador's counterclaims, 18 August 2017 ; *Teinver S.A., Transportes de Cercantías S.A. and Autobuses Urbanos del Sur S.A.*, ICSID/ARB/09/1, Award, 17 August 2017 ; *Orascom TMT investments S.à.r.l. c. Algérie* CIRDI/ARB/12/35, sentence, 31 mai 2017.

7• RGDIP, 2017-3, pp. 927-930 :

Ely Lili and Company v. Government of Canada, ICSID (NAFTA) n° UNCT/14/2, Final Award, 16 March 2017 ; *Silverton Finance Service v. the Dominican Republic, ad hoc tribunal (UNCITRAL)*, Award, 15 March 2017 ; *Anglia Auto Accessories Limited v. The Czech Republic*, SCC n° V 2014/181, Award, 10 March 2017 ; *L.P. Busta & J.P. Busta v. The Czech Republic*, SCC n° V 2015/014, Award, 10 March 2017 ; *Burlington Resources Inc. v. Republic of Ecuador*, ICSID/ARB/08/5, Decision on counterclaims, 7 February 2017.

6• RGDIP, 2017-2, pp. 506-514 :

Ansung Housing Co. Ltd. v. People's Republic of China, ICSID/ARB/14/25, Award, 9 March 2017 ; *Urbaser S.A. and Consorcio de Aguas Bilbao Bizkaia Ur Partzuergoa v. Argentine*, ICSID/ARB/07/26, Award, 8 December 2016 ; *Churchill Mining PLC and Planet Mining Pty Ltd v. Republic of Indonesia*, ICSID/ARB/12/14-ICSID/ARB/12/20, Award, 6 December 2016 ; *Spence International Investments, LLC Berkowitz and others v. Costa Rica*, ICSID (CAFTA), n° UNCT/13/2, Interim Award, 25 October 2016.

5• RGDIP, 2017-1, pp. 202-209 :

Postova Banka AS v. The Hellenic Republic, ICSID/ARB/13/8, Decision on the request for annulment, 29 September 2016 ; *Standard Chartered Bank (Hong Kong) Ltd v. Tanzania Electric Supply Company Ltd (TANESCO)*, ICSID/ARB/10/20, Award, 12 September 2016 ; *Rusoro Mining Limited v. The Bolivarian Republic of Venezuela*, ICSID/ARB(AF)/12/5, Award, 26 August 2016 ; *Peter A. Allard v. the Government of Barbados*, PCA n° 2012-06, Award, 27 June 2016.

4• RGDIP, 2016-4, pp. 893-897 :

Menzies Middle East and Africa S.A. and Aviation Handling Services International Ltd. c/ Sénégal, CIRDI/ARB/15/21, sentence, 5 août 2016 ; *Philip Morris Brands sàrl, Philip Morris Products s.a. and Abal Hermanos s.a. v. Oriental Republic of Uruguay*, ICSID/ARB/10/7, Award, 8 July 2016 ; *Bernhard Friedrich and Rüdiger von Pezold and others v. Republic of Zimbabwe*, ICSID/ARB/10/15, Award, 28 July 2015.

3• RGDIP, 2016-3, pp. 673-677 :

Vestey Group Ltd. v. Venezuela, ICSID/ARB/06/4, Award, 15 April 2016 ; *Crystallex International Corporation v. Venezuela*, ICSID/ARB(AF)/11/2, Award, 4 April 2016 ; *Philip Morris Asia Ltd. v. Commonwealth of Australia*, CPA, n° 2012-12, Award, 17 December 2015.

2• RGDIP, 2016-2, pp. 445-449 :

Ioan Micula, Viorel Micula and Others v. Romania, ICSID/ARB/05/20, Decision on the request for annulment, 26 February 2016 ; *Société civile immobilière la Gaëta c. République de Guinée*, ICSID/ARB/12/36, sentence, 21 décembre 2015 ; *Giovanni Alemanni and others v. Argentine Republic*, ICSID/ARB/07/8, Order of the Tribunal discontinuing the proceedings, 14

December 2015.

1• RGDIP, 2016-1, pp. 172-179 :

Adel A Hamadi Al Tamimi v. Sultanate of Oman, ICSID/ARB/11/33, Award, 3rd November 2015 ; *Quiborax S.A. and Non Metallic Minerals S.A. v. Plurinational State of Bolivia*, ICSID/ARB/06/2, Award, 16 September 2015 ; *Dan Cake (Portugal) S.A. v. Hungary*, ICSID/ARB/12/9, Decision on jurisdiction and liability, 24 August 2015.

B) Membre de l'équipe de la « Chronique de jurisprudence étrangère intéressant le droit international », (sous la direction de la professeure Raphaële RIVIER), *Revue générale de droit international public*.

17• Convention de la Haye sur l'enlèvement international d'enfants – Engagement de protection pris un État étranger : US Supreme Court, 15 juin 2022, *Golan v. Saada*, n° 20-1034 (*RGDIP*, 2022-4, à paraître).

16• Esclavage moderne – Exception à l'immunité diplomatique : UK Supreme Court, 6 juillet 2022, *Basfar v. Wong*, [2022] UKSC 20 (*RGDIP*, 2022-4, à paraître).

15• Convention de Genève sur les réfugiés et Convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants – Articulation d'obligations internationales : UK Supreme Court, 19 mars 2021, *G. v. G.*, [2021] UKSC 9 (*RGDIP*, 2021-4, à paraître).

14• Représentation internationale de l'État (gouvernement de jure / gouvernement de facto : England and Wales Court of appeal, 5 octobre 2020, *The "Maduro Board" of the Central Bank of Venezuela v. The "Guaido Board" of the Central Bank of Venezuela*, [2020] EWCA Civ 1249 (*RGDIP*, 2021-4, à paraître).

13• Expulsion. Santé. Jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme : Cour suprême du Royaume-Uni, 29 avril 2020, *AM (Zimbabwe) v Secretary of State for the Home Department*, [2020] UKSC 17 (*RGDIP*, 2020-4, pp. 771-772).

12• Reconnaissance et exécution d'une sentence CIRDI. Articulation entre droit de l'UE et droit des investissements : Cour suprême du Royaume-Uni, 19 février 2020, *Micula and others v Romania*, [2020] UKSC 5 (*RGDIP*, 2020-4, 758-760).

11• Applicabilité de la Convention de Genève sur les bases militaires souveraines à Chypre : Cour suprême du Royaume-Uni, 30 juillet 2018, *R (on the application of Tag Eldin Ramadan Bashir & others) (Respondents) v. Secretary of State for the Home Department (Appellant)*, [2018] UKSC 45 (*RGDIP*, 2019-4, p. 1056-1057).

10• Annulation de licence d'exportation d'armes vers l'Arabie saoudite : Conseil d'État de Belgique, 14 juin 2019, *Coordination nationale d'action pour la paix et la démocratie et Ligue des droits humains c. Région Wallonne*, n° 244.800, 244.801, 244.802, 244.803, 244.804 (*RGDIP*, 2019-4, p. 1058-1060).

9• Exclusion du statut de réfugié. Agissements contraires aux buts et principes des Nations Unies : Cour d'appel d'Angleterre et du pays de Galles, Division civile, 26 avril 2018, *Hany El-Sayed El Sebai Youssef & N2 v. Secretary of State for the Home Department* [2018] EWCA Civ 933 (*RGDIP*, 2018-4, pp. 1107-1108).

8• Applicabilité de la Convention de Genève sur les bases militaires souveraines britanniques à Chypre. Cour d'appel d'Angleterre et du pays de Galles, Division civile, 25 mai 2017, *R (on the application of Tag Eldin Ramadan Bashir & others) v. Secretary of State for the Home Department and Sovereign Base Area Authority*, [2017] EWCA Civ 397 (*RGDIP*, 2018-4, pp. 1085-1086).

7• Principe de non-refoulement : Cour constitutionnelle d'Afrique du sud, 24 avril 2018, *Cishahayo Saidi a.o. v. Minister of Home Affairs a.o.* [2018] ZACC 9, case CCT 107/17 (*RGDIP*, 2018-4, pp. 1110-1111).

- 6• Principe de non-refoulement, cessation du statut de réfugié : Haute Cour du Kenya, 9 février 2017, *Kenya National Commission on Human Rights and others v. the Honorary Attorney General and others*, Constitutional petition n° 227 of 2016 (RGDIP, 2017-4, pp. 1232-1233).
- 5• Vente internationale d'armes et obligation de respecter et faire respecter le droit international humanitaire : Cour fédérale du Canada, 24 janvier 2017, *Daniel Turp c. Ministère des affaires étrangères*, n° T-462-16, 2017 CF 84 (RGDIP, 2017-4, pp. 1194-1196).
- 4• Doctrine de l'Act of State et succession d'État : *England and Wales High Court (Chancery Division), High Commissioner for Pakistan in the United Kingdom v. Prince Mukkaram Jah, His Exalted Highness the 8th Nizam of Hyderabad*, 21 June 2016, EWHC 1465(Ch) (RGDIP, 2016-4, pp. 937-938).
- 3• Immunité d'un chef d'État en exercice : Cour suprême d'Afrique du sud, *The Minister of Justice and Constitutional development v. The Southern Africa Litigation Center*, 15 mars 2016, n° 867/15 (RGDIP, 2016-4, pp. 933-935).
- 2• Obligation de coopérer avec la Cour pénale internationale : Haute Cour d'Afrique du sud, Gauteng Division, Pretoria, *Southern Africa Litigation Centre v. The Ministry of Justice and Constitutional Development, e.a.*, June 14th 2015, n° 27740/15 (RGDIP, 2015-4, pp. 876-878).
- 1• Droit de l'épouse mariée de conserver son nom de jeune fille : Cour constitutionnelle turque, n° 2013/4439, 6 mars 2014 (RGDIP, 2014-4, pp. 946-947).

A) Membre de l'équipe de la « Chronique de jurisprudence arbitrale en droit international public », (Sous la direction du professeur Carlo SANTULLI), *Revue de l'arbitrage*.

- 2• Récusation de l'arbitre dans le contentieux du CIRDI (2008, n° 4, pp. 791-794)
- 1• Détermination du délai de mise en œuvre des recommandations et décisions de l'Organe de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce (2008, n° 4, pp. 814-818).

V) Activités éditoriales :

- Direction (avec le professeur Arnaud DE NANTEUIL et maître Laurie ACHTOUK-SPIVAK) de l'équipe de la chronique annuelle « Arbitrage et investissement », *Cahiers de l'arbitrage – Paris Journal of international arbitration* (depuis 2019) : direction d'une équipe d'une dizaine de rédacteurs.
- Direction (avec le Professeur Alexis MARIE) de la « Chronique de jurisprudence française relative au droit international », *Annuaire français de droit international* (depuis 2014).
- Membre du comité éditorial du *International Investment Law Journal* (Roumanie).
- Membre du Conseil scientifique de la *Rivista Cammino Diritto* (Italie).
- Membre du Comité scientifique de l'*Arab Journal of International Law* (Maroc).
- Membre du Comité scientifique de *13 en Droit*, Revue de droit de la Faculté de droit, sciences politiques et sociales de l'Université Sorbonne Paris Nord.
- Évaluateur (*peer review*) d'une quinzaine d'articles par an (en français ou en anglais) soumis à :
 - *Annuaire Français de Relations Internationales* (France – Bruylant) depuis 2020.
 - *Brazilian Journal of International Law* (Brésil - Centro Universitario de Brasilia) depuis 2017.
 - *International Investment Law Journal* (Roumanie – Adjuris) depuis 2021.
 - *Journal of International Dispute Settlement* (Royaume-Uni – Oxford University Press) depuis 2020.
 - *Journal of World Trade & Investment* (Pays-Bas – Brill / Nijhoff) depuis 2020.
 - *Karatay Universitesi Hukuk Dergisi* (Turquie – Université Karatay) depuis 2015.
 - *Revue de droit de l'Université de Sherbrooke* (Canada – Université de Sherbrooke) depuis 2015.
 - *Revue québécoise de droit international*, (Canada – Société québécoise de droit international) depuis 2013.

- 13 en droit (Villetaneuse), depuis 2021.

- Recension d'ouvrages dans la *Revue générale de droit international public (RGDIP)*, la *Revue québécoise de droit international (RQDI)* et le *Journal du droit international (JDI, Clunet)*.
- Travail de relecture et d'édition de l'ouvrage du Professeur Ilhan HELVACI, *Le droit turc du contrat*, Zürich, Schulthess Verlag, 2018, 412 pages.
- Réalisation des index et préparation de l'actualisation des 6^{ème} (2004) et 7^{ème} (2006) éditions du manuel *Droit international public* de MM. les Professeurs Jean COMBACAU et Serge SUR, éditions Montchrestien.

VI) Conférences :

- 57• Phnom Penh (Cambodge) :** « Les outils du droit international des investissements au service de l'environnement », *Quels sont les outils du droit au service de l'environnement ?*, Royal University of Law and Economics, 19 décembre 2022.
- 56• Paris :** « La contribution au développement économique de l'État hôte - Grandeur et décadence d'un critère d'identification de l'investissement protégé », Colloque *Le paradigme de la croissance en droit public*, Université Sorbonne Paris Nord, 1^{er} février 2022.
- 55• Cracovie (Pologne) :** « La prise en compte du développement durable dans le contentieux international de l'investissement », *Le développement durable et le droit : perspectives internes et internationales*, Cracovie (Pologne), 21 octobre 2021.
- 54• Nice :** « La confiance et les exemples de conciliation entre les deux traditions juridiques continentales et de *common law* dans les arbitrages internationaux », *La confiance dans les procédures devant les juridictions internationales*, Université de Nice, juin 2021.
- 53• Dijon :** « La promotion de l'investissement éthique par les tribunaux arbitraux », Colloque *Droit des investissements au prisme de l'éthique*, 26 avril 2021 (en ligne du fait du contexte sanitaire).
- 52• Bordeaux :** « Le contentieux de l'article 18 CEDH devant la Cour européenne des droits de l'homme : l'exemple de la Turquie », Colloque *La démocratie illibérale*, Université de Bordeaux, 7-8 avril 2021 (en ligne du fait du contexte sanitaire).
- 51• Bordeaux :** Présidence du panel « Les doctrines nationales de la démocratie illibérale », Colloque *La démocratie illibérale*, Université de Bordeaux, 7-8 avril 2021 (en ligne du fait du contexte sanitaire).
- 50• Paris :** « Quand le droit n'anticipe pas la crise politique : l'exemple du multilatéralisme à l'Organisation mondiale du commerce », Colloque *Crise du droit ? Crise du politique ?*, Université Sorbonne Paris Nord, avril 2021.
- 49• Paris :** « Actualité du recours par l'Union européenne aux mesures de protection du marché dans la guerre commerciale sino-américaine », *3^{ème} journée Patrick Daillier*, Université Paris Nanterre, 12 mars 2021 (en ligne du fait du contexte sanitaire).
- 48• Wurtzbourg (Allemagne) :** « The French Perspective », *Fundamental rights in the EU – A Transnational Portrait*, Wurtzbourg-Schweinfurt (Allemagne), 11 décembre 2020 (en ligne du fait du contexte sanitaire).
- 47• Dakar (Sénégal) :** « L'évolution de la situation sécuritaire en Afrique de l'Ouest et au Sahel », Conférences d'actualité stratégique, Fondation Friedrich-Ebert, Dakar, 7 décembre 2020 (en ligne du fait du contexte sanitaire).
- 46• Belém (Brésil) :** « La prise en compte de la protection de la santé et de l'environnement dans le projet d'accord UE-Mercosur », Université de Bélem (Brésil), 15 avril 2020 (reporté du fait du contexte sanitaire).
- 45• Paris :** « La protection physique de l'investisseur étranger », Colloque *La violence*, Université Sorbonne Paris Nord, 2 avril 2020.

- 44• Paris :** « La crise du multilatéralisme : l'Organe d'appel de l'OMC un chef d'œuvre en péril ? », Rencontres d'actualité du CEDIN de Nanterre, 17 janvier 2020.
- 43• Strasbourg :** « L'exception de sécurité nationale dans le système conventionnel de promotion et protection des investissements », Colloque annuel du Réseau francophone de droit international (RFDI), Strasbourg, 6 mai 2019.
- 42• Paris :** « Aspects juridiques de la gestion de la performance au sein des organisations internationales », Groupe de recherche sur l'Action Multilatérale (GRAM), CERI-Sciences Po Paris, 13 décembre 2018.
- 41• Pondicherry (Inde) :** Présidence du panel « The Commons : Theory, Principles, Analytics and Data », Conférence *The Global Commons*, Pondicherry University (Inde), 21 novembre 2018.
- 40• Pondicherry (Inde) :** « What international law can teach us on the Commons », Conférence *The Global Commons*, Pondicherry University (Inde), 20 novembre 2018.
- 39• Paris :** « Actualité du droit de l'asile et des réfugiés », conférence d'actualité, Institut d'études judiciaires, Paris 13, 22 juin 2018.
- 38• Paris :** « L'agenda des Nations Unies pour la levée des sanctions », conférence *La levée des sanctions économiques en Iran*, Université Paris 1, 20 décembre 2017.
- 37• Rennes :** « CETA, TAFTA, Partenariat transpacifique : Les méga-accords régionaux de libre échange ont-ils un avenir ? », Sciences Po Rennes, 15 décembre 2017.
- 36• Orléans :** Présidence et modération du panel « Menace(s) pour la sécurité collective ? », colloque *Les relations entre l'Union européenne et la Turquie – Un nouveau modèle de coopération en matière de gestion des flux migratoires ?*, Universités d'Orléans et de Tours, Orléans, 1^{er} décembre 2017.
- 35• Orléans :** « Reconfiguration d'un partenariat privilégié ? », colloque *Les relations entre l'Union européenne et la Turquie – Un nouveau modèle de coopération en matière de gestion des flux migratoires ?*, Universités d'Orléans et de Tours, Orléans, 1^{er} décembre 2017.
- 34• Paris :** « Définitions de l'investissement et de l'investisseur protégés », colloque *La protection des investissements étrangers : vers une réaffirmation de l'État ?*, Sciences Po – Paris I – Paris II, Centre Panthéon, 2 juin 2017.
- 33• Clermont-Ferrand :** « Afflux massif et Organisation des Nations Unies », colloque *Le droit d'asile en situation d'afflux massif - Tensions et ambiguïtés*, Université de Clermont Auvergne, 13-14 avril 2017.
- 32• Angers :** « L'échec programmé du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement », Université d'Angers, Faculté de droit, conférence d'actualité du Master II droit international et européen, 3 février 2017.
- 31• Paris :** « Le "Dark side" de la société civile religieuse », colloque *Droit international et religion*, Université Paris-Ouest Nanterre la Défense, 13 octobre 2016.
- 30• Angers :** « Les pratiques réprouvées – Sadomasochisme et protection internationale des droits de l'homme », *Sexualité et droit international des droits de l'homme*, colloque annuel de l'Institut international des droits de l'homme – Université d'Angers, 26 mai 2016. Intervention soutenue par le Bureau Europe centrale et orientale de l'Agence universitaire de la francophonie (AUF-BECO).
- 29• Angers :** « Le projet de Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement TAFTA/TTIP », Université d'Angers, Faculté de droit, conférence d'actualité du Master II droit international et européen, 5 février 2016.
- 28• Paris :** « Les droits de l'homme comme moyen de justification de la violation d'un traité d'investissement et la contestation des sentences arbitrales d'investissement pour violation des droits de l'homme », *Convergences et contradictions du droit des investissements et des droits de l'homme : approche contentieuse*, Journée d'études de l'Institut international des droits de l'homme – Université d'Évry Val d'Essonne, Paris, 27 novembre 2015.

- 27• Orléans** : « Le contrôle du juge international sur la collecte, le stockage et l'utilisation massifs de données personnelles », colloque *Le fichier*, Université d'Orléans, 26 novembre 2015.
- 26• Paris** : « Conseil des Nations Unies et sécurité environnementale - De la proclamation mondiale à la clause de style. L'exemple de la lutte contre les changements climatiques », *Sécurité et Environnement*, colloque Université Paris 13 – Société française de droit de l'environnement, Paris, 8 juin 2015.
- 25• Strasbourg** : « L'invitation d'un tribunal arbitral CIRDI à se prononcer sur un précédent – Simple point d'appui ou recherche de cohérence ? », *Le précédent*, Colloque annuel de la Société française pour le droit international (SFDI), Strasbourg, 29 mai 2015.
- 24• Istanbul (Turquie)** : Présidence et modération de l'atelier « Sécuriser la frontière : Gouvernance européenne des flux migratoires », *Visions croisées autour des frontières européennes : Mobilité, Sécurité et Frontières*, 12^{èmes} journées européennes de Galatasaray, Istanbul, 5 mai 2015.
- 23• Istanbul (Turquie)** : « La protection des droits de l'homme en territoire palestinien occupé - Éléments de droit applicable », Université Galatasaray, Istanbul, 25 avril 2015.
- 22• Istanbul (Turquie)** : « Le conflit syrien et la Cour pénale internationale », GSU MUN, Université Galatasaray, Istanbul, 21 avril 2014.
- 21• Paris** : « Le principe de précaution et le droit international », Programme Athen, AgroParisTech, Paris, 19 novembre 2013.
- 20• Istanbul (Turquie)** : Président et modérateur de la session « Les perspectives de diffusion de la jurisprudence du Comité européen des droits sociaux vers d'autres systèmes », *La dynamisation des droits sociaux par le Comité européen des droits sociaux - Le droit des enfants*, Colloque Université Galatasaray - Ambassade de France en Turquie, Istanbul, 25 septembre 2013.
- 19• Montréal (Canada)** : « Risques et avantages d'un prêteur en dernier ressort pour les États », *La crise des dettes souveraines et le droit : Approches croisées Canada - Europe*, Colloque Université Sherbrooke (Canada), 11 juin 2013.
- 18• Montréal (Canada)** : Président et modérateur de la session « Ouvertures », *La crise des dettes souveraines et le droit : Approches croisées Canada - Europe*, Colloque Université Sherbrooke (Canada), 11 juin 2013.
- 17• Bucarest (Roumanie)** : « Le régime juridique applicable à l'ancien agent d'une organisation internationale », *Les immunités des agents des organisations internationales devant les tribunaux nationaux et internationaux*, Colloque annuel du Réseau francophone de droit international (RFDI), Bucarest (Roumanie), 3 mai 2013.
- 16• Québec (Canada)** : « L'application du principe de précaution en droit international de la culture », *Regards croisés sur le droit international de la culture : interactions et chevauchements entre les conventions relatives au patrimoine culturel immatériel et à la diversité des expressions culturelles*, Colloque Université Laval, Québec (Canada), 11-12 octobre 2012.
- 15• Nice** : « Les conditions entourant l'exercice du droit de recours à l'OMC », *L'Organisation mondiale du commerce et le règlement des différends*, Colloque Université de Nice, 21-22 juin 2012.
- 14• Istanbul (Turquie)** : Président et modérateur de la session « Identification et classification des risques environnementaux urbains », *Construction et gouvernance locales des risques urbains*, Colloque Universités Toulouse II et Galatasaray, Istanbul, 1^{er} mars 2012.
- 13• Orléans** : « La déjudiciarisation en matière de violation grave du droit international humanitaire et du droit international pénal », *La déjudiciarisation*, Colloque Université d'Orléans, 26-27 octobre 2011.
- 12• Istanbul (Turquie)** : Président et modérateur de la session « Femmes / Hommes : Quelle égalité ? », *Questions de genres en Europe et en Turquie*, 9^{èmes} journées européennes de Galatasaray, Istanbul, 20 octobre 2011.

- 11• Nice** : « Le comportement déclencheur de la responsabilité dans le cadre des plaintes en situation de violation », *L'Organisation mondiale du commerce et le droit de la responsabilité*, Colloque Université de Nice, 23-24 juin 2011.
- 10• Orléans** : « Les agences de crédit à l'exportation acteur de coopération en matière de gestion des cours d'eau internationaux ? », *L'eau en droit international*, Colloque annuel de la Société française pour le droit international (SFDI), Orléans, 4 juin 2010.
- 9• Bruxelles (Belgique)** : « Le *Soft Law* international et les sources du droit international », Séminaire interdisciplinaire d'études juridiques, Facultés universitaires Saint-Louis, Bruxelles (Belgique), 6 mai 2010.
- 8• Paris** : « Actualité de la Cour pénale internationale », INSEEC, Paris, 1^{er} février 2010.
- 7• Lyon** : « Droit international des échanges et protection de l'environnement », IFRAMOND, Université Jean Moulin - Lyon III, 5 mars 2009.
- 6• Orléans** : « La réciprocité dans le droit de l'OMC ou l'art d'en écarter les effets », Journée d'études de l'Institut de droit économique et des affaires - Centre juridique Pothier, Université d'Orléans, 24 mai 2007.
- 5• Lyon** : « Le principe de précaution », IFRAMOND, Université Jean Moulin - Lyon III, mai 2007 et 1^{er} mars 2010.
- 4• Aix-en-Provence** : « Sécurité alimentaire et principe de précaution. Pourquoi les juridictions communautaires ont-elles raison ? », 2^{ème} rencontre internationale des jeunes chercheurs, Université Aix-Marseille III, 26-27 septembre 2003.
- 3• Paris** : « Les avantages et les défis de l'accession à l'Organisation mondiale du commerce pour les pays en développement » et « L'effet direct du droit de l'Organisation mondiale du commerce dans l'ordre juridique communautaire », Mission d'étude de la Chambre de commerce et d'industrie de la municipalité de Shanghai, Paris, 22 août 2002.
- 2• La Haye (Pays-Bas)** : « Les mécanismes internationaux permettant d'assurer le contrôle de la gestion des cours d'eau internationaux : l'exemple du Tigre et de l'Euphrate », communication dans le cadre de la session *Les ressources en eau et le droit international*, Centre d'études et de recherches de l'Académie de droit international, La Haye (Pays-Bas), août 2001.
- 1• Paris** : Membre de la table ronde, *Le principe de précaution : aspects de droit international et communautaire*, Colloque de l'Institut des Hautes Études Internationales et du Centre de droit européen de l'Université Paris II - Panthéon Assas, Paris, mars 2001.

VI) Divers :

- Interviewé dans le cadre d'un dossier consacré au retour d'expatriation des enseignants-chercheurs, *Campus Matin*, 5 mai 2022.
- « Le conflit russo-ukrainien », Intervention filmée d'une heure pour le site www.uplawder.com, mars 2022. <https://www.youtube.com/watch?v=2CEZOr4oO_M>
- « Le retrait turc de la Convention d'Istanbul : un pas en arrière dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes », Billet pour le site du *Club des juristes*, mars 2021 <www.leclubdesjuristes.com>
- *Droit des investissements internationaux*, Cours numérique en 10 leçons et 10 exercices (160 pages) de l'Université numérique juridique francophone, Académie des sciences morales et politiques – Institut de France (1^{ère} version en mai 2020 puis actualisations annuelles) : <www.cours.unjf.fr>
- Secrétaire-Rédacteur dans l'équipe dirigée par la Pr. B. BONAFE (Université La Sapienza, Rome), Institut de droit international, 77^{ème} session, Tallin, Estonie, 2015.
- Actualisations périodiques (1 ou 2/an depuis 2013) de « Droit des investissements internationaux », e-fascicule, n° 190, Lexis Nexis.
- « Guy Ladreit de Lacharrière », *Galerie des internationalistes*, www.sfdi.org/internationalistes

- « La Turquie et le droit international », *France Forum (Turquie, de Atatürk à Erdoğan)*, 2020, n° 58, pp. 65-68.
- « Le principe de précaution » *Gazette santé social*, octobre 2007, pp. 62-65.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Langues : Anglais, allemand, turc

Institut de droit public, sciences politiques et sociales, Sorbonne Paris Nord

Directeur

Institut des hautes études internationales (IHEI), Paris II

Membre associé

Réseau Francophone de Droit International (RFDI)

Membre du Conseil d'administration

Société Française pour le Droit International (SFDI)

Membre

Société Québécoise de Droit International (SQDI)

Membre

Médaille de bronze de la Défense Nationale